

l'état de la question

Essai sur
le
capitalisme
suisse II

OÙ NOUS MÈNE LE CAPITALISME SUISSE ?

A son actif le capitalisme peut inscrire de nombreux postes. En termes comptables, les provisions, les réserves ouvertes et latentes sont bien fournies; en termes généraux, il affiche sa réussite internationale. Le capitalisme suisse, nous l'avons décrit à travers ses plus grandes industries, ses plus grandes banques, ses assurances. Ses dimensions ne sont pas exceptionnelles à cause de la petitesse du pays. Nos records mondiaux sont nombreux, mais compte tenu d'une moyenne par tête d'habitant. Exceptionnelle vitesse de croissance, mais dans les petites cylindrées.

Qu'il y ait des entreprises qui travaillent avec des capitaux n'est pas une marque du capitalisme suisse. Que les détenteurs de ces capitaux soient les maîtres des moyens de production et qu'ils paient en salaires les forces de travail qu'ils utilisent, ou encore qu'ils décident seuls de la politique des entreprises, ce sont là des traits généraux du capitalisme quel qu'il soit.

Outre sa réussite, que les livres de géographie poétisaient dans la formule « pauvre en matières premières, privée d'accès à la mer, la Suisse a su... », le capitalisme suisse porte des marques spécifiques.

- Importance des entreprises encore familiales, ou sinon, recrutement étroit des cercles dirigeants de l'économie, par cooptation,
- exceptionnelle implantation à l'étranger, et étroite interdépendance avec les intérêts de l'économie américaine,
- autofinancement très poussé,
- bonne intégration à la vie locale, régionale, nationale,
- place très forte occupée par les banques et les

assurances, les grandes banques garantissant les liaisons entre les groupes et, si l'on ose employer le mot, une sorte de planification privée. C'est à travers ces traits spécifiques qu'il faut chercher à lire notre histoire.

Dans le cahier I, ce que nous avons voulu mettre en évidence, c'est que l'accumulation primitive du capital a été faite dans des conditions exceptionnellement dures, mais sans qu'ait été poussée par une dureté abstraite du système, jusqu'à ses extrêmes conséquences humiliantes, l'inhumanité capitaliste. L'absence de concentration urbaine de vaste dimension, le maintien d'une propriété rurale, la faible distance géographique et sociale entre « grands » et « petits » ont, non pas adouci la dureté du travail, mais limité la défiguration des hommes.

Les exigences fortes imposées par l'accumulation du capital à l'intérieur de petites communautés, ont développé des « qualités morales » particulières: encadrement religieux très marqué, instruction assez rapidement généralisée, goût vif pour l'épargne, assimilation rapide de l'apport étranger, désir de franchir les frontières.

Il ne s'agit pas de faire l'éloge de ces vertus-là d'un point de vue moral, mais d'admettre qu'un capitalisme spécifique a été porté par des qualités naturelles, nécessaires à son développement, qui, toutefois ont dépassé aussi le strict cadre économique. Mais cette capacité d'invention souvent audacieuse, (voir le protestantisme suisse, le républicanisme suisse) était signe de vitalité, et comme, nous disons bien, « comme », une sorte de justification (et de couverture aussi).

De là doit partir la critique.

Où sont les vertus d'antan?

On peut reprocher au capitalisme suisse d'être un capitalisme, et tout est dit. Mais il est plus important de dire que c'est un capitalisme qui a perdu non pas son efficacité, mais la justification qu'il avait su se donner lui-même.

Nous sommes arrivés à un stade où la richesse semble nous entraîner à subir, à nous figer dans nos privilèges.

On l'observe sur le plan international: retard dans notre aide publique au Tiers Monde, impossibilité de nous tourner vers l'Europe. Ce dernier point est particulièrement révélateur. Notre retrait hors de l'histoire active avait jusqu'ici une vertu; acte positif en faveur de l'équilibre européen; nous en assumions physiquement les risques. Notre neutralité aujourd'hui a perdu cette signification. Mais elle ne s'est pas renouvelée.

Le renouvellement industriel et financier du capitalisme suisse est, lui, remarquable. Faut-il citer, depuis que le premier cahier est sorti de presse, la concentration Geigy-Ciba? Faut-il rappeler que nos banques ont en quelques années pris un format international? Et notre implantation sur le marché américain; et notre commerce très, en balance, positif aussi bien avec le Tiers Monde qu'avec l'Afrique du Sud.

Cette capacité de grandir nous a pourtant contraints à une sorte d'immobilisme intérieur.

On en connaît les signes.

- occupation d'une main-d'œuvre étrangère sans droits politiques,
- nécessité de maintenir certains privilèges fiscaux, parce qu'ils ont pris une portée internationale, et que nous en profitons,
- difficulté à aménager le territoire, à maîtriser, contrairement à d'autres pays de dimension identique, la spéculation ou le sol.

Il ne s'agit pas de dresser ici un catalogue de revendications partisans. Il y a d'abord une logique des faits.

Notre immobilisme intérieur va développer des contradictions propres. Elles éclatent avec évidence, dès aujourd'hui, dans l'inflation. Le blocage de la main-d'œuvre crée une chasse à l'offre d'emploi sans augmentation de la productivité. Notre taux

d'inflation qui était inférieur à la moyenne européenne va, durablement, se situer dans la moyenne supérieure; la pénurie de main-d'œuvre, de surcroît, videra les régions les plus pauvres.

Pour franchir ces difficultés, il serait illusoire d'attendre du capitalisme suisse qu'il se réforme, qu'il se trouve, à nouveau, dans une deuxième jeunesse d'eau de jouvence, des « vertus-qui-permettent-de-faire-passer-le-reste ».

Il ne faut pas attendre qu'il se réforme, il faut le réformer.

C'est aux syndicalistes et aux travailleurs à revendiquer des modifications profondes. Le rapport des forces ne laisse pas augurer qu'elles puissent dans l'immédiat être imposées. L'évolution nationale tiendra probablement à la capacité des détenteurs du pouvoir économique à accepter cette évolution sous l'effet d'une demi-contrainte ou à vouloir s'y opposer en recherchant comme appoint à la droite classique et distinguée l'apport des forces réactionnaires dont M. Schwarzenbach a démontré qu'elles étaient mobilisables.

L'idée que nous avons souvent défendue dans D.P., c'est qu'une nation ne trouve sa raison d'être au sein de la concurrence internationale que si elle démontre une certaine « exemplarité ».

La nôtre, aujourd'hui, est devenue insuffisante.

Seule une nouvelle définition de nos rapports avec le Tiers Monde, avec l'Europe, avec les travailleurs étrangers occupés sur notre sol, seule une nouvelle définition de la propriété du sol ou plutôt de son affectation, une remise en cause de la propriété des entreprises permettrait de retrouver cette « exemplarité », c'est-à-dire d'assurer notre droit à l'histoire.

L'INDUSTRIE DES MÉTAUX, MACHINES ET APPAREILS

De l'industrie textile à l'industrie des machines

A la fin du XIX^e siècle florissaient l'industrie du coton et de la soie en Suisse alémanique, l'horlogerie à Genève et dans le Jura. De nombreuses forges, installées le long des cours d'eau produisaient des objets simples d'usage courant (socs de charrues, clous, chaînes, roues, poêles, etc...)

Avec l'invention en Angleterre de la machine à filer, puis du métier à tisser et d'autres machines textiles, des produits plus avantageux et de qualité supérieure ne tardèrent pas à faire leur apparition sur le marché. L'industrie textile suisse fut en conséquence obligée de se mécaniser.

C'est un marchand vaudois, Marc-Antoine Pellis (1753-1809) qui, de retour d'Angleterre, soumit en 1798 au gouvernement helvétique un projet de fondation d'une filature mécanique de coton. Quelques machines furent alors commandées par des milieux de Saint-Gall, mais pas importées terminées; elles furent montées avec des pièces d'origine française probablement, car l'exportation des machines textiles anglaises était interdite (elle le resta jusqu'en 1842).

D'autres filatures s'équipèrent avec des pièces importées en fraude. Les débuts de l'industrie suisse des machines remontent donc essentiellement à la création d'ateliers mécaniques — souvent annexés aux fabriques textiles — où l'on montait, réparait puis copiait les métiers anglais.

Il faut noter ici que le blocus continental décrété par Napoléon I^{er} en 1806 donna un vigoureux essor aux premières filatures mécaniques suisses.

La maison Escher-Wyss, fondée en 1805 sur l'initiative de H.C. Escher (1775-1859) fournit un exemple typique de l'évolution de nombreuses entreprises suisses du secteur des machines. Tout d'abord filature, elle étendit progressivement son rayon d'activité, grâce aux expériences acquises par ses ateliers, dans la construction de machines, pour abandonner en 1928 la branche textile.

Les filatures de Johann Jakob Rieter¹ (1825 à Töss près de Winterthur) et de Gaspard Honegger (1835 à Siebnen puis en 1847 à Rüti)² suivirent une semblable évolution.

D'autres entreprises doivent leur origine à une fonderie en rapport étroit avec l'industrie textile (Sulzer et Bühler p. ex.) ou implantée près du minerai de fer et du combustible (von Roll).

Dès ses débuts, l'industrie des machines dépendit fortement des possibilités d'exportations, car les machines textiles suisses ne tardèrent pas à rencontrer un accueil favorable dans les pays limitrophes. Sans des débouchés suffisants à l'étranger, le passage du stade des ateliers de réparation à celui des fabriques de machines proprement dites n'eût pas été possible.

On s'aperçut assez vite que cette industrie était très sensible à la conjoncture et qu'il y avait donc intérêt à diversifier la production. Il était logique que l'on se tournât vers les machines motrices: turbines hydrauliques, machines à vapeur (en 1854, les machines à soupapes de Sulzer connaîtront une renommée mondiale), turbines à vapeur, moteurs diesel (fabriqués dès 1906 par Sulzer qui aujourd'hui encore en est le premier producteur mondial), moteurs électriques et transport du courant-force (une spé-

¹ Aujourd'hui les « Ateliers de construction Rieter S.A. » Winterthur. 3300 collaborateurs. Chiffre d'affaires estimé à 140 mio de francs.

² Les « Ateliers de construction de Rüti S.A. » sont aujourd'hui englobés dans le groupe Georg Fischer S.A.

cialité des Ateliers de construction d'Oerlikon, de Brown, Boveri, etc.), des turbines à gaz.

Grâce à la qualité et la rentabilité de leur production, les entreprises suisses parvinrent d'emblée à soutenir efficacement la concurrence étrangère. Par ailleurs, l'évolution relativement calme des problèmes sociaux liés à l'industrialisation contribua elle aussi à la création d'une solide position de marché.

La création de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (1855), de l'Ecole d'ingénieurs de Lausanne (1853), de technicums cantonaux ainsi que la formation poussée des apprentis permirent à l'industrie des machines de disposer de collaborateurs qualifiés.

Mais l'apport de cadres étrangers — britanniques et allemands pour la plupart — fut souvent décisif: le montage des premières machines textiles s'effectua avec l'aide de contremaîtres anglais; les Brown père et fils, venaient également d'Albion, Boveri d'Allemagne. Ils furent les créateurs de notre industrie électrotechnique.

La jeune industrie mécanique suisse put trouver sur place suffisamment de capitaux pour financer son développement; cependant quand elle fit preuve d'audace, les bailleurs de fonds helvétiques — aux assises financières encore fragiles — boudèrent. Ce fut le cas pour les promoteurs de l'industrie de l'aluminium et, partiellement, de l'industrie électrotechnique; des capitaux allemands suppléèrent à la carence suisse.

De 1895 à 1913, cette industrie partit en flèche: ses exportations passèrent de 50 à 216 mio Fr.

Durant les deux guerres mondiales, les installations comme la production purent être constamment adaptées au progrès technique, quelquefois grâce à l'aide de l'Etat. En 1918 l'effondrement de l'Empire allemand libéra les industries de l'aluminium et électrotechnique de leur dépendance à l'égard du puissant voisin d'outre-Rhin.

Pendant la longue période troublée de l'entre deux

guerres, l'industrie mécanique survit grâce à une diversification de sa production, à une extension de son implantation à l'étranger, souvent outre-mer, au produit de ses licences.

En 1920, elle exportait pour 517 mio Fr.; en 1938 pour 465 mio Fr. après une descente à 252 mio en 1935. Mais, malgré cette stagnation, elle ravit le premier rang à une industrie textile terriblement malmenée par la crise (ses exportations s'effondrent de 1615 mio Fr. en 1920 à 196 mio Fr. en 1935 pour remonter à 254 mio Fr. en 1938).

La période d'après-guerre se caractérise par une expansion continue. Le constater est devenu presque un lieu commun.

Les exportations de machines et métaux passent de 1289 mio Fr. en 1950 (indice 100) à 8000 mio Fr. en 1969 (indice 621).

Pour maîtriser ce spectaculaire essor et en dominer les problèmes — concurrence redoublée, formation de blocs économiques, raréfaction de la main-d'œuvre, progrès technologique — l'industrie des machines a dû consentir à de très importants investissements dans l'extension et la rationalisation de ses moyens de production et dans la recherche. Ces dépenses ont été dans une large proportion autofinancées.

Parallèlement, au cours de la dernière décennie, les grands fabricants de machines ont adapté leurs directions centrales aux nécessités de la vie économique moderne et ont concentré leurs efforts par des accords de coopération ou des fusions.

Importance de l'industrie des machines sur le plan suisse

L'industrie métallurgique, des machines, appareils et véhicules est la plus importante branche industrielle du pays. Elle occupe environ 500 000 personnes représentant le 20 % de la population active totale.

En 1969, elle a exporté pour 8 milliards de Fr.,

J.A. Lausanne

Bi-mensuel romand N° 137-138-139

Lausanne, novembre 1970

Prix Fr. 4.50 pour la vente hors abonnement

somme qui représente le 40 % de la valeur des exportations suisses (chimie 21,3 %, horlogerie 12,4 %, textile 9,1 %). Sachant que le 70 à 75 % de sa production est vendue à l'étranger, on peut estimer son chiffre d'affaires total à 11 milliards de francs environ.

Importance internationale de la production suisse de machines

En chiffres absolus, l'industrie suisse des machines fait figure de naine à côté des géants américains, anglais et allemands. Cependant sur le plan du commerce international, certaines spécialités suisses occupent une position importante, voire dominante. C'est ainsi que pour une population qui ne représente que le 0,25 % de celle du globe, la Suisse fournit le 15 % des exportations mondiales de machines textiles, venant en troisième position derrière l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne; sa participation est de 10 % environ au commerce international des machines-outils ce qui la place au quatrième rang derrière l'Allemagne fédérale, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

Selon une statistique de l'OCDE, la part de la Suisse aux exportations mondiales durant les années 1964-1967, calculées d'après la puissance des machines livrées était la suivante:

— turbines hydrauliques	25,8 %
— hydroalternateurs	7,4 %
— turbines à vapeur	19,8 %
— turboalternateurs	15,9 %
— turbines à gaz	27,6 %

Pour l'ensemble du commerce international des machines, le classement des pays est le suivant (1968):

	1	2
1. Etats-Unis	11 064	57
2. Allemagne fédérale	9 449	169

3. Grande-Bretagne	6 212	113
4. Japon	3 190	32
5. France	3 017	61
6. Italie	2 472	48
7. Suède	1 535	192
8. Pays-Bas	1 525	139
9. Suisse	1 475	246

1 Exportations en mio de dollars.

2 Exportations par tête d'habitants en dollars

Notons enfin que Sulzer, compte tenu de la production de ses licenciés, se place au premier rang mondial des producteurs de moteurs diesel marins.

Débouchés

L'Europe vient au premier rang parmi les acheteurs de machines suisses, mais sa part a diminué ces dernières années; l'augmentation des exportations vers l'AELE n'a pas compensé la diminution des ventes aux pays du Marché commun. La compensation a été faite surtout grâce à l'augmentation des exportations aux Etats-Unis, au Canada et dans une certaine mesure à l'Est.

Taille des entreprises et concentration

Le nombre des petites (jusqu'à 200 salariés) et moyennes entreprises (de 200 à 1000 salariés) dépasse nettement celui des grandes exploitations. En revanche, ces dernières occupent le 58% de l'ensemble de main-d'œuvre (en 1965).

De 1955 à 1965, le nombre des grandes entreprises a progressé de 36 % ce qui démontre qu'une certaine concentration est intervenue; ce phénomène serait plus marqué si la statistique prenait en considération non pas seulement les sociétés-mères situées en Suisse mais l'ensemble des konzerns.

Depuis 1965, le mouvement de concentration s'est accéléré.

Principales fusions dans l'industrie des machines depuis 1965

Sociétés reprenantes	Sociétés reprises	Années	Dernier chiffre d'affaires en mio Fr.
Brown Boveri	Ateliers de construction d'Oerlikon (MFO)	1967	165,5
	Ateliers de Sécheron, Genève	1970	57,9
Sulzer ¹	Escher-Wyss, Zurich	1966	450 (1968)
	Franz Morat, Stuttgart	1969	env. 40 DM
	Burckhardt, Bâle	1969	inconnu
	Hispano-Suiza Genève, (machines textiles)	1970	inconnu
Oerlikon-Bührle	Hispano-Suiza, Genève (armes)	1970	inconnu
Georg Fischer	Ateliers de construction de Rüti, Rüti(ZH)	1969	119 (1968)
	Amsler & Cie	1970	inconnu

La concentration est très différenciée suivant les secteurs. Dans la métallurgie lourde, elle est très poussée du fait surtout de l'ampleur des investissements: Alusuisse est un groupe international verticalement intégré; von Roll et Fischer occupent une position importante sur le marché suisse, voire européen pour certaines spécialités. Deux groupes —

³ En 1961, Sulzer a repris l'importante « Fabrique suisse de locomotives et de machines S.A. » (SLM) à Winterthur.

BBC et Sulzer — dominant la construction des machines lourdes. Donc le secteur des machines textiles, Sulzer, Rieter, Fischer-Rüti, Saurer, Dubied et Heberlein jouent un rôle primordial.

Localisation

Le centre de gravité de cette industrie se trouve en Suisse alémanique. Ce fait est motivé déjà par le développement historique, puisque c'est l'industrie textile, implantée surtout en Suisse orientale qui a donné l'impulsion première à la création de bien des fabriques de machines. Les dix cantons possédant le plus grand nombre d'ouvriers dans cette branche industrielle sont dans l'ordre décroissant: Zurich, Berne, Argovie, Saint-Gall, Soleure, Vaud, Genève, Thurgovie, Lucerne et Bâle-Campagne. Le canton de Zurich occupe à lui seul le quart environ de la main-d'œuvre; les cinq premiers cantons, le 60 %.

S.A. BROWN, BOVERI & Cie, BADEN

En Suisse, BBC se place au premier rang des entreprises de la branche électronique. Sur le plan mondial, elle est une des plus importantes sociétés dans le domaine de la technique du courant-force, de la haute fréquence et des turbines à vapeur et à gaz. Ses concurrents directs sont la General Electric, Westinghouse, Siemens et AEG-Telefunken.

Le programme de fabrication, très diversifié, comprend notamment:

- machines et appareils pour centrales nucléaires,
- équipements et installations électriques pour la production, distribution et utilisation du courant,
- équipements électriques pour locomotives, trolleybus, tramways,
- machines motrices pour navires,
- appareils pour l'industrie de la haute fréquence, des télécommunications et de la télécommande.

Dès le 1^{er} janvier 1969, le secteur des turbines à gaz et des turbo-compresseurs de BBC et de Sulzer a été concentré dans la « Brown Boveri-Sulzer Turbo-maschinen AG ».

Le 75 % environ de la production de BBC-Suisse est exporté dans toutes les parties du monde.

Chiffre d'affaires 1969-1970 (clôture des comptes au 31 mars)

- du groupe: 4580 mio Fr.
- de la maison-mère: 821 mio Fr.

Personnel

- du groupe: env. 91 000 collaborateurs
- de la maison-mère: 15 000 collaborateurs

Historique

Les fondateurs: la société est née de la rencontre de deux hommes de natures très différentes, mais

complémentaires: Charles E.L. Brown, anglais, électrotechnicien de génie et Walter Boveri, allemand, ingénieur aussi mais surtout talentueux organisateur, économiste et financier.

Charles Eugène Lancelot Brown (1863-1924) était le fils d'un ingénieur anglais, Charles Brown (1827-1905) qui avait contribué à assurer à Sulzer, puis à la Fabrique suisse de locomotives de Winterthur (SLM) et à la Fabrique de machines d'Oerlikon (MFO) un renom international. C.E.L. Brown avait hérité des dons exceptionnels de son père. A vingt-deux ans, il dirigeait la division d'électrotechnique d'Oerlikon (MFO). A ce titre, il construisit la première locomotive électrique et en 1891 il réalisa le premier transport d'électricité à grande distance entre la centrale de Lauffen sur le Neckar et l'exposition internationale d'électro-technique de Francfort. A vingt-huit ans, il était ainsi une autorité européenne en électro-technique.

Walter Boveri (1865-1924), fils d'un médecin de Bamberg (Bavière), était diplômé de l'Ecole industrielle de Nuremberg. En 1885, il entre à la MFO où C.E.L. Brown le nomma chef du service de montage des machines électriques. Une amitié ne tarda pas à se nouer et en 1887, déjà, naquit l'idée de fonder une entreprise qui leur serait propre.

Les fonds manquaient; en vain W. Boveri sollicita l'appui de nombreux banquiers. En 1890, W. Boveri trouva femme et argent. Son beau-père, le « soyeux » zurichois Conrad Baumann se déclara prêt à avancer Fr. 500 000.—.

1891 Fondation de la **Société en commandite Brown, Boveri et Cie.** C.E.L. Brown et W. Boveri en sont les commandités; Fritz Funk, un cousin de Boveri, commanditaire. Siège social: Baden, dont les autorités s'étaient engagées à commander à la nouvelle société les alternateurs de son usine électrique projetée.

Première période:

1891-1914 Départ en flèche et lutte pour l'indépendance.

Le sens des affaires de Boveri, les inventions de Brown dans le domaine de l'électrotechnique assurent à la société une situation exceptionnelle sur le plan international et lui valent immédiatement d'importantes commandes.

1893 Contre l'ensemble de la concurrence allemande, BBC obtient commande des alternateurs de la centrale électrique de Francfort. Ce sont pour l'époque les plus puissants du monde. BBC est tenu par contrat à établir à Francfort un atelier de réparation: pour la société c'est donc non seulement la première exportation, mais aussi la première impulsion à la création de succursales à l'étranger.

1894-1895 La construction de centrales électriques va bon train en Suisse et à l'étranger. W. Boveri ne manque pas d'accélérer le mouvement en créant des sociétés d'électricité. En 1894 il suscite la formation de la « S.A. Olten-Aarburg » qui est à l'origine d'Aar et Tessin S.A. (ATEL). En 1895, il est le promoteur de la « S.A. Motor pour les applications de l'électricité », aujourd'hui Motor-Columbus, entreprise qui sera à l'origine de la NOK.

En 1895, BBC produit sa millième génératrice.

1898 Elargissement de la société en commandite. Deux nouveaux commandités: Conrad Baumann Jr et Sydney Brown, frère de C.E.L.; sept nouveaux commanditaires, pour la plupart allemands.

La ville de Mannheim commande à son tour des alternateurs pour sa centrale. Comme Francfort, elle demande l'installation parallèle d'un atelier de réparation. Celui-ci se transforme peu après en une filiale allemande de BBC aujourd'hui plus importante que la maison-mère.

Le marché suisse apparaît dès le début trop exigü.

Au tournant du siècle BBC exporte le 80 % de sa production.

1899 BBC resserre les liens, déjà noués en 1894, avec la **Compagnie Electro-Mécanique (CEM) à Paris**, laquelle détient le droit exclusif de vente en France des produits BBC.

1900 La « **Société anonyme Brown, Boveri & Cie** » BBC décide — première entreprise du continent — de construire des turbines à vapeur sous licence britannique. Cette diversification de la production nécessite d'importants investissements qu dépassent les moyens financiers de l'entreprise: la transformation en S.A. s'avère nécessaire. Capital-actions: 12 mio Fr. Les rapports de la S.A. avec le marché allemand des capitaux étant étroits, la valeur nominale des actions est fixée à Fr. 1250.— correspondant à 1000 marks.

C.E.L. Brown préside le conseil d'administration.

1901 BBC s'implante en Norvège, pays riche en ressources hydrauliques.

1903 Après un départ en flèche, BBC connaît un léger fléchissement des affaires; un appui est trouvé auprès de l'Allgemeine Elektrizitäts-Gesellschaft (AEG) à Berlin. Cette importante entreprise et sa filiale suisse « Electrobanque » à Zurich¹ acquièrent une grande partie des actions BBC provenant des anciens commanditaires. Trois représentants de l'AEG entrent au conseil d'administration qui compte à ce moment six Suisses et cinq Allemands².

Ce rapprochement fut une grande déception et BBC craignit plus tard que certaines constructions

¹ Aujourd'hui « Elektrowatt », entreprise contrôlée par le Crédit Suisse. En 1903, Elektrobanque possédait le 20 % des actions de BBC.

² Dont Walther Rathenau (1867-1922), fils d'Emile Rathenau (1838-1915) fondateur de l'AEG, de Telefunken et de la Société pour l'industrie de l'aluminium (AIAG) aujourd'hui Alusuisse. Walther Rathenau fut au début de la première guerre mondiale le chef de l'Office des matières premières du gouvernement allemand. En 1922, ministre des affaires étrangères, il

- intéressantes lui fussent enlevées. En 1910, les représentants de l'AEG quittèrent le conseil d'administration (sauf W. Rathenau).
- Fondation de la « Tecnomasio Italiano Brown, Boveri S.A. », à Milan.
- 1905 BBC équipe à ses risques et périls la ligne ferroviaire du tunnel du Simplon. En 1908, convaincus de la supériorité de la traction électrique, les CFF rachèteront les installations. Pour BBC perte financière mais succès de prestige.
- 1910 BBC s'implante en Autriche et ouvre un bureau de vente aux Pays-Bas. BBC reprend la « Société anonyme d'électricité Alioth » à Arlesheim/Münchenstein près de Bâle. Deux représentants de la SBS entrent au conseil d'administration et s'ajoutent aux représentants de l'UBS (qui siège depuis la fondation) et du Crédit Suisse.
- 1911 C.E.L. Brown se retire de la présidence et du conseil. Walter Boveri lui succède.
- Fondation sous l'égide de la société « Motor » de la « Compagnia Italo-Argentina de Electricidad » (CIA) à Buenos Aires qui procurera de nombreuses commandes à BBC.
- 1912 Bureau de vente en Belgique.
- 1913 BBC se voit confier la construction de la première centrale électrique du Pérou à Cuzco.
- 1914 Implantation en Espagne.
- 1914-1918 La guerre mondiale surprend la société. Aucun stock de matières premières n'avait été constitué. Les difficultés de ravitaillement, la chute du cours des devises, l'agitation sociale paralysent presque toute activité. En 1915-1916 les derniers administrateurs allemands disparaissent du conseil.

signa le Traité de Rapallo avec la Russie soviétique. La même année, il mourut assassiné par des nationalistes. L'AEG avait amorcé à cette époque une vaste offensive destinée à faire passer sous son contrôle la jeune industrie électrotechnique suisse (BBC, MFO, Escher-Wyss). La défaite de 1918 mit fin à ses visées hégémoniques.

Deuxième période:

L'entre-deux-guerres. Les crises économiques

1919 Courte période de prospérité.

Le capital est porté de 36 à 56 mio Fr. La valeur des actions est fixée à Fr. 500.— au lieu de Fr. 1250.—. Le groupe anglais Vickers acquiert pour 7 mio Fr. d'actions.

1910-1925 L'exercice 1920-1921 ne permet pas, pour la première fois, à la société de distribuer un dividende. L'exercice 1923-1924 enregistre une perte de 25,5 mio Fr. qui sera épongée avec le fonds de réserve et une réduction du capital de 16,8 mio (30 %).

1925-1929 Brève prospérité. Le service du dividende est repris. C'est pendant cette période, en 1926, que BBC fournit pour la centrale de Hellgate à New York une génératrice de 160 000 kW, la plus puissante du monde à l'époque... Mais un nouveau danger apparaît: certains milieux américains cherchent à acheter discrètement des paquets d'actions pour exercer une influence sur l'entreprise. BBC réagit en créant des actions nominatives B de Fr. 100.— donnant un droit de vote égal à celui des actions A de Fr. 500.—.

1929-1938 La grande crise mondiale. En 1933, les commandes s'élèvent au quart de celles de 1930. Les déficits s'accumulent. Le personnel est réduit de 7300 en 1929 à 3900 en 1933.

Un nouvel assainissement est nécessaire: en 1938 le capital est à nouveau réduit de 30 %.

1939-1945 La guerre.

Quand elle éclate, BBC se trouve en convalescence. La société s'était préparée, des stocks importants avaient été constitués. L'occupation des ateliers reste satisfaisante; il n'y a pas d'agitation sociale.

En 1939, BBC sort la première turbine à gaz du monde. A l'étranger, les bombardements n'épargnent pas les filiales: BBC-Mannheim est aux deux

tiers détruite, celle de Vienne fortement endommagée avant d'être démontée par les Russes en 1945.

Troisième période:

1945-1970 Le « boom » d'après-guerre

La reconstruction européenne provoque un afflux de commandes, si bien qu'en 1946-1947 déjà, la capacité de production est dépassée; BBC va connaître les résultats financiers les meilleurs de son histoire. L'évolution du chiffre d'affaires est spectaculaire: en 1945-1946 il est de 200 mio Fr.; huit ans plus tard le milliard est dépassé; il faudra sept ans pour atteindre le deuxième, six ans pour le troisième, trois ans pour le quatrième. Pour l'exercice 1969-1970 les ventes se chiffrent à 4580 mio Fr. soit près de vingt-trois fois celles de 1945-1946.

La part de la maison-mère dans le chiffre d'affaires total n'a cessé de diminuer: 45 % en 1945-1946; moins de 20 % en 1969-1970.

Les faits saillants de cette période sont d'abord la poursuite du programme de diversification de la production: technique de la transmission des informations, applications de l'électronique dans l'industrie, dans la médecine, etc... Dans cette perspective BBC prend une part prépondérante dans l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire dans notre pays. En 1955, à l'initiative de M. Walter Boveri est fondée la société « Réacteur S.A. » qui entreprend la construction de la première pile expérimentale « Diorit » à Würenlingen. A la même époque, BBC-Mannheim entreprend en collaboration avec la société Krupp et l'aide financière du gouvernement allemand, la réalisation d'un réacteur à haute température. Une société, la «Brown Boveri-Krupp Reaktorbau GmbH» à Dusseldorf et un important laboratoire de recherches sont constitués.

Cette croissance n'aurait pas été possible sans d'importants investissements dans l'extension des usines

en Suisse (Baden, Birr, Enneturgi), en Autriche (Wiener-Neudorf), en Allemagne (Mannheim), en Italie (Vittuone/Milan), etc..., à la création de nouveaux points d'appui en Belgique, aux Etats-Unis, au Canada, au Brésil, au Pérou, au Mexique, en Inde. Les laboratoires de recherches ont largement bénéficié de ces crédits.

Les investissements dans la rationalisation et l'automatisation de la production ont été également considérables. En Suisse, l'entreprise s'est trouvée confrontée avec le quasi tarissement des sources de main-d'œuvre. Depuis 1960 l'effectif du personnel du groupe n'a guère varié si l'on ne tient pas compte des entreprises qui ont été absorbées pendant cette période. La productivité a fortement progressé: le chiffre d'affaires annuel par employé a passé de Fr. 6600.— en 1945 à Fr. 50 000.— en 1970.

En 1967, BBC a repris les Ateliers de construction d'Oerlikon (MFO) et ses filiales à Ornans (Doubs), Paris, Sabadell (Espagne), etc.

La S.A. des Ateliers de Sécheron à Genève fut absorbée à son tour en 1969.

En France, une intégration du groupe Jeumont-Schneider (alternateurs, turbines, câbles, appareillage électrique, locomotives, chaudronnerie — 740 mio F de chiffre d'affaires) dans la Compagnie Electro-Mécanique (groupe BBC), quoique souhaitée par les deux parties n'a pu se réaliser pour l'instant, le gouvernement français étant réticent.

Dans le chapitre de la collaboration avec d'autres firmes, citons les accords BBC-Hoffmann-La Roche dans le domaine de l'électronique médicale, BBC-Philips pour la construction en commun d'émetteurs de radio.

Après le « boom » d'après guerre, BBC semble entrer maintenant dans une période de consolidation. La direction centrale, dont les structures étaient restées immuables depuis des décennies a été fondamentalement repensée. Sur les dix-sept directeurs généraux, un seul avait en 1970 les mêmes fonctions

qu'une année auparavant. Cette réorganisation ne déploiera ses effets qu'à long terme. Cependant on compte qu'en 1970 le chiffre d'affaires atteindra 5 milliards de Fr.

Organisation

La **S.A. Brown, Boveri & Cie, Baden** est à la fois une société d'exploitation et un holding. Elle comprend les usines de Baden, Birr, Ennetturgi et Münchenstein; ses filiales suisses sont notamment les **Ateliers de construction d'Oerlikon (MFO)**, les **Ateliers de Sécheron** à Genève, **Brown, Boveri-Sulzer Turbomaschinen AG**, Zurich, **Micafil AG**, Zurich-Altstetten, etc...

A l'étranger, les sociétés filiales les plus importantes sont:

Brown, Boveri & Cie AG, Mannheim (Allemagne) qui est à la tête d'un groupe comprenant une quinzaine de filiales. Par son chiffre d'affaires — 2160 mio Fr. en 1969, son personnel, 40 000 collaborateurs — elle dépasse largement la société-mère suisse. Celle-ci détient le 56 % du capital de BBC-Mannheim.

Compagnie Electro-Mécanique (CEM), Paris. Il s'agit d'une participation minoritaire (38 %) de BBC mais la CEM est « intégrée » techniquement et bénéficie du réseau international de ventes de BBC. Son chiffre d'affaires a atteint env. 640 mio Fr. en 1969.

Tecnomasio Italiano Brown Boveri S.A., Milan (TIBB) avec près de 100 mio Fr. de ventes.

Aktieselskapet Norsk Elektrisk & Brown, Boveri, Oslo (NEBB) env. 170 mio Fr. de ventes.

Österreichische Brown Boveri-Werke AG, Vienne (ÖBBW) env. 110 mio Fr. de ventes.

Dans les autres continents, BBC est implanté notamment aux Indes, au Brésil, au Pérou, en Argentine, etc. Le groupe a des représentants dans la plupart des pays du monde occidental.

Très proche du groupe BBC (et de l'Union de

Banque Suisse) gravite une des plus importantes sociétés de participations et de financement du pays: **Motor-Columbus S.A. d'entreprises électriques, Baden**. Ce holding résulte de la fusion opérée en 1923 des sociétés Motor et Columbus à la fondation desquelles Walter Boveri avait pris une part décisive. Motor-Columbus participe directement ou indirectement à de nombreuses entreprises d'électricité et de branches annexes, principalement en Suisse, en Argentine et au Pérou. Citons

- Aar et Tessin S.A. d'électricité (ATEL) (participation de 45-50 %)
- Electricité d'Emosson (25 %)
- Lonza S.A., Bâle (moins de 10 %)
- Brown, Boveri & Cie S.A. (% inconnu)
- Société suisse-américaine d'électricité (SAEG), Zurich et ses filiales, notamment la Compania Italo-Argentina de Eletricidad (CIA) à Buenos Aires, le plus grand investissement industriel suisse à l'étranger.
- Compagnie sud-américaine d'électricité (Südelektra), Zurich avec ses filiales, dont la « Lima Light and Power » et l'« Energia Hidroelétrica Andina » (Hidrandina) au Pérou.
- Sociedad Comercial del Plata (Cadelplata), Buenos Aires.

Motor-Columbus possède un très important bureau d'ingénieurs (Motor-Columbus Ingénieurs-conseils S.A.) dont l'activité embrasse non seulement le secteur électrotechnique, mais aussi la construction de routes, tunnels, chemins de fer, stations d'épuration, etc.

Récemment, une nouvelle organisation de la direction générale du Konzern est entrée en vigueur. Cinq groupes organiques placés chacun sous la direction d'un administrateur-délégué ont été constitués:

1. Usines suisses de la société-mère, Sécheron, Oerlikon plus la recherche et la coordination technique,

2. BBC-Mannheim,
3. CEM-Paris
4. Autres sociétés membres du groupe plus le planning, la formation des cadres, les finances et le contrôle, le conseil juridique,
5. L'organisation des ventes dans les pays autres que ceux intéressant les quatre premiers groupes plus le marketing.

Revenus (1969-1970)

Bénéfice net déclaré de la société-mère: 24,3 mio Fr.
Bénéfice net estimé du groupe: 100 mio Fr. au moins.

Investissements

L'augmentation de la production rendue nécessaire par la demande croissante a nécessité la construction de nouvelles usines (Birr et Ennetturgi p. ex.) et l'extension des installations existantes. Ces dépenses, de même que les frais de recherches, la reprise de sociétés ont été couvertes par l'autofinancement, des augmentations de capital (164,1 mio de 1960 à 1970), des émissions d'emprunts convertibles. En 1969-1970, les investissements du groupe sont estimés à 250 mio Fr. environ.

Fonds propres (de la société-mère)

Capital-actions: 254,1 mio Fr.

Fonds de réserve: env. 295,7 mio Fr. avec le report.

ALUMINIUM SUISSE S.A. (ALUSUISSE)

Siège social à Chippis (VS). Administration centrale à Zurich.

Alusuisse est un groupe industriel de structure verticale, fortement ramifié géographiquement et embrassant tous les stades de production dans le cadre de l'industrie de l'aluminium; il se place au sixième rang dans le monde occidental pour l'alu-

minium brut et au deuxième rang pour la production de feuilles minces d'aluminium. Ces dernières années, Alusuisse s'est développé plus rapidement que les grands groupes américains concurrents.

Son activité porte sur les secteurs suivants:

- extraction de la bauxite: en Sierra Leone, bientôt en Australie.
- usines d'alumine: implantées sur le minerai en général, mais aussi à Bergheim (Allemagne) et Porto Marghera (Italie).
- fabrique d'électrodes: à Rotterdam, Badisch-Rheinfelden, Porto Marghera et Chippis.
- centrales électriques: en Suisse (en Valais et sur le Rhin), en Italie et en Autriche.
- usines d'électrolyse (production d'aluminium brut): une dizaine d'usines en Suisse, Allemagne, Norvège, Italie, Autriche, Pays-Bas, Islande, aux Etats-Unis. Production en 1969: 417 000 tonnes (32 % des ventes).
- usine de demi-produits et de feuilles minces: en Suisse, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Belgique, Etats-Unis, Brésil.
En 1969 la production s'est élevée à 271 700 t de demi-produits et à 64 200 t de feuilles minces (47 % des ventes).
- usines de produits finis: les six usines du groupe Boxal en Suisse, en France, Pays-Bas et Allemagne ont produit 196 mio de boîtes d'aluminium.

A part ces activités directement en rapport avec l'aluminium, Alusuisse s'est tournée vers le secteur des matières plastiques et possède un département de recherche et de développement et un d'engineering et d'assistance technique (planification de la construction de grandes installations industrielles).

Chiffre d'affaires 1969: 2111 mio Fr.

Personnel 25 500 dont 5 200 en Suisse.

Historique

Le Français Paul-T. Héroult et l'Américain Charles M. Hall (contemporains par leur naissance et leur décès: 1863-1914) déposent en 1886, indépendamment l'un de l'autre, une demande de brevet pour l'électrolyse de l'alumine en solution dans la cryolithe en fusion.

Héroult ne trouvant en France aucun intérêt pour son invention se met en rapport avec deux industriels suisses: Gustave Naville, directeur d'Escher-Wyss, et P.E. Huber-Werdmüller, président des Ateliers de construction d'Oerlikon. De leur accord naquit, au pied de la chute du Rhin, la première production d'aluminium par électrolyse ignée.

1886-1900

1886 La société **Johann G. Neher Söhne et Co.** est propriétaire d'une fonderie à Neuhausen, au pied des chutes du Rhin, dont elle utilise la force. Sur la proposition de **Gustave Naville**, directeur de la fabrique Escher-Wyss et beau-frère de Neher, on décide d'exploiter les forces hydrauliques pour fabriquer de l'aluminium.

1887 Fondation de la « Schweizerische Metallurgische Gesellschaft » (SMG).

Fondateurs: 1. G. Naville
2. P.E. Huber-Werdmüller
3. Paul T. Héroult, directeur technique.

Capital-actions: 200 000 Fr.

Les essais de Héroult sont satisfaisants. On brevète les fours et les procédés de fabrication. Les ventes (à Fr. 30.— le kg) sont bonnes.

A la même époque, à Berlin, l'« Allgemeine Elektrizitäts-Gesellschaft (AEG) » crée un atelier d'essai pour la production d'aluminium dirigé par un

chimiste de talent: D^r Martin Kiliani. Emil Rathenau, fondateur et président de l'AEG, connaissait bien Huber-Werdmüller; les deux hommes décident de créer une communauté d'intérêt pour la production de l'aluminium. La SMG était techniquement en avance, mais l'AEG apportait sa puissance financière.

1888 Fondation de l'« **Aluminium Industrie Aktien-Gesellschaft** » (AIAG) avec des appuis financiers allemands (AEG et Deutsche Bank) et suisses. Elle reprendra peu à peu les avoirs de la SMG.

Capital-actions: 10 mio Fr.

Président: Huber-Werdmüller

Vice-Président: G. Naville

Membres: E. Rathenau (AEG)

C. Fürstenberg (AEG)

D^r G. Siemens (Deutsche Bank).

Hérault est entre-temps retourné en France où il fonde une usine d'aluminium.

1889 Construction de l'usine de Neuhausen.

L'aluminium connaît un grand succès. En 1892 on équipe d'un laminoir l'usine de Neuhausen. La même année, un bureau central de ventes est ouvert à Francfort. L'AIAG est le plus grand producteur d'aluminium du monde (un tiers en 1900). Les solides appuis financiers lui permettent de triompher de la vive concurrence, qui fait baisser le prix du kg d'aluminium de 87,50 Fr. en 1888 à 2,50 Fr. en 1900.

1900-1918 De la petite entreprise au Konzern vertical de taille européenne

Cette rapide ascension est jalonnée par les étapes suivantes:

1893 Fabrique d'aluminium en Silésie,

1894 Fabrique d'électrodes à Neuhausen,

1898 Centrale électrique et usine d'aluminium à Lend, Autriche,

- 1905 Achat de mines de bauxite en France, usine de Chippis avec les centrales électriques du Rhône et de la Navizance,
- 1906 Fabrique d'alumine à Marseille,
- 1914 Prise de contrôle de la « S.A. des bauxites de France; fabrique d'alumine à Bergheim près de Cologne où l'AIAG s'assure d'importants gisements de lignite (pour la production d'énergie thermique). Des représentations sont ouvertes en Autriche, Italie, Belgique, Grande-Bretagne, Japon.

Sur le plan mondial la guerre des prix a entraîné la création de cartels internationaux (1895, 1901) dans la constitution desquels l'AIAG, première entreprise mondiale, joue un rôle majeur. De 1908 à 1912 une guerre des prix fait rage; elle se termine par la création d'une entente européenne présidée par P.E. Huber-Werdmüller.

De 1900 à 1914 la production mondiale d'aluminium passe de 7300 à 84 000 t. Celle de l'AIAG de 1900 t à 12 000 t.

1914-1918. A la déclaration de guerre, le gouvernement français considère l'AIAG comme une entreprise allemande: ses intérêts en Provence sont mis sous séquestre. Les interventions du Conseil fédéral seront vaines.

L'AIAG doit chercher rapidement de nouvelles usines de bauxite. En 1915 on en découvre en Hongrie; ils sont mis rapidement en exploitation (les mineurs sont des prisonniers russes) et à fin 1915 le ravitaillement des usines est assuré.

Pour comprendre ces faits, il faut savoir que l'AIAG était jusqu'en 1916 l'unique entreprise productrice d'aluminium des Empires centraux. Les relations avec Walther Rathenau (fils d'Emil, fondateur de l'AIAG) président de l'AEG et « dictateur » des matières premières de l'Empire allemand (jusqu'en 1915) jouèrent certainement un rôle capital.

Par la suite, sous la pression du Grand Etat-Major, on développa en Allemagne une industrie de l'aluminium nationale qui concurrença l'AIAG.

En 1919, l'AIAG retrouve ses usines de Marseille. Entre-temps, les membres allemands du conseil d'administration ont tous disparu et ont été remplacés par des Suisses.

1920-1945 D'une guerre à l'autre

Après une petite crise en 1920, l'expansion reprend jusqu'en 1930. La production passe de 15 500 t en 1923 à 26 000 t en 1930 (la production mondiale de 138 000 à 300 000 t). A partir de 1930, la production commence à baisser, elle atteint son niveau le plus bas en 1933 (17 935 t) (monde 140 000 t) et ne retrouve qu'en 1935 la situation qu'elle avait cinq ans auparavant.

A la veille de la deuxième guerre mondiale, l'AIAG est une très forte entreprise aux ramifications abondantes en Europe et sur d'autres continents. Son capital est de 60 mio Fr. et sa production atteint presque 60 000 t. Elle domine un groupe constitué par des mines de bauxite (Yougoslavie, Hongrie, France) et des fabriques d'alumine, d'aluminium et de produits finis (France, Allemagne, Italie, Suisse et Autriche).

La deuxième guerre mondiale amène la destruction presque totale du groupe AIAG. Faute de bauxite et d'alumine, la production des usines suisses diminue sans arrêt, pour cesser complètement en 1945.

1945-1970 Du Konzern européen à l'entreprise internationale

Alusuisse s'est rapidement relevé de cette situation catastrophique. Elle occupe aujourd'hui le sixième rang des producteurs du monde occidental.

Les applications de l'aluminium, toujours plus nombreuses, ont provoqué un accroissement considé-

nable de la production du monde libre; elle a passé de 1 mio t en 1942 à 10 mio t en 1969.

Grâce à des investissements considérables, l'AIAG, sous son nouveau nom d'Alusuisse, conserve une place importante (5 % de la production mondiale) à côté des géants nord-américains Alcoa, Alcan, Kaiser et Reynold et du seul grand concurrent européen, Pétrobrás. Le chiffre d'affaires de 580 mio Fr. en 1957, dépasse le milliard en 1964 et les 2 milliards en 1969.

Entreprise européenne avant la guerre, Alusuisse a débordé les limites du continent en s'implantant aux Etats-Unis (Tennessee, Mississippi, New Jersey) en Afrique (Sierra Leone, Union Sud-Africaine, Nigéria, Guinée), dans les Antilles et en Amérique latine. La mise en valeur des gisements de bauxite de Gove au nord de l'Australie nécessitera un investissement de 1,5 milliard de Fr. financé à 70 % par Alusuisse. Une production de 1 mio t d'alumine est prévue pour 1975.

Les usines européennes n'ont pas été négligées par le plan de développement: des capitaux importants ont été investis dans des usines d'électrolyse (en Islande et à Steg au Valais p. ex.), dans les centrales électriques (Gougna p. ex.) dans des usines de semi-produits (Sierre) et de produits finis (groupe Boxal). Par contre, la vieille usine d'alumine de Marseille a été fermée. Les mines de bauxite françaises resteront en exploitation plusieurs années encore, jusqu'à leur épuisement.

En Yougoslavie, Alusuisse va construire et exploiter pendant plusieurs années pour le compte de l'Etat une usine d'électrolyse à Sibenik (Dalmatie).

Alusuisse s'est également tournée vers le secteur des matières plastiques dans lequel elle réalise déjà le 5,4 % de son chiffre d'affaires.

Organisation

La direction centrale de Zurich contrôle directement les usines valaisannes de Steg et Chippis/Sierre.

Le groupe compte plus de soixante sociétés suisses et étrangères contrôlées directement ou indirectement à plus de 50 % du capital-actions, ainsi que quarante-cinq sociétés affiliées dans lesquelles la participation est égale ou inférieure à 50 %.

Investissements et financement

La politique d'information d'Alusuisse est une des plus claires en Suisse.

De 1966 à 1969, Alusuisse a investi 1100 mio Fr. dans de nouvelles installations, mines, etc. L'autofinancement n'a pas suffi, malgré des amortissements effectués jusqu'à la limite acceptée par le fisc, et Alusuisse a dû contracter un emprunt convertible de 60 mio de dollars (258 mio Fr.) sur l'euromarché.

D'après le bilan consolidé de l'exercice 1969, le financement (passif) est assuré par des fonds propres pour 1586 mio Fr. et des fonds étrangers pour 1994 mio Fr (total 3580 mio Fr.).

Capital-actions

Maison-mère: 250 mio Fr.

Réserves ouvertes: 315 mio Fr.

SULZER FRÈRES, SOCIÉTÉ ANONYME, WINTERTHUR

Sulzer est une des plus anciennes et quant au chiffre d'affaires la deuxième entreprise de l'industrie suisse des machines. Sur le plan mondial, elle occupe une position dominante.

— **dans le secteur des moteurs Diesel marins:** compte tenu des sociétés travaillant sous licence, Sulzer se place au premier rang mondial (en 1969: 3,94 mio CV = 31 % de la production mondiale);

- **dans le secteur des machines textiles**, principal bénéficiaire des investissements de la dernière décennie.

Outre ces deux domaines très importants, Sulzer produit encore des installations de chauffage et de climatisation, compresseurs, ventilateurs, éléments pour réacteurs, installations frigorifiques, pompes, éléments mécaniques de locomotives, etc..., planifie des centrales thermiques et génératrices de vapeur. Les turbines à gaz et à vapeur sont produites par la société Brown, Boveri-Sulzer Turbomaschinen AG (part du groupe Sulzer: 50 %).

Chiffre d'affaires (au 31.12.1969)

- de la maison-mère: 835 mio Fr.
- du groupe 1738 mio Fr.

Personnel

- du groupe: env. 33 000 collaborateurs
- en Suisse: env. 20 000 collaborateurs

Historique

1775-1918 Les machines à vapeur puis les moteurs Diesel valent à Sulzer une renommée universelle.

1775 Salomon Sulzer (1751-1807) ouvre à Winterthur une petite fonderie de laiton qui travaille surtout pour les filatures de la région. Cette modeste affaire ne permettant pas de faire vivre deux générations, Salomon cède l'entreprise à son fils Jean-Jacques (1782-1853) et émigre en Lorraine.

1834 Fondation de la fonderie de fer: «Jean-Jacques Sulzer fort des connaissances acquises par ses deux fils, Jakob et Salomon, lors de voyages à l'étranger, put se risquer à réaliser son projet. Le jour de l'an 1834, le père et les fils assemblés en conseil de famille, décidèrent la construction d'une fonderie de fer... Quant aux fonds nécessaires à la construction, il fut difficile de les trouver, mais un riche citoyen de Winter-

thur se déclara enfin disposé à avancer la somme désirée »¹.

- 1841 Première diversification de la production: une chaudière à vapeur sort des ateliers Sulzer. Elle ouvrait la voie au développement ininterrompu des chaudières et installations de chauffage central qui occupent encore aujourd'hui une place importante dans l'entreprise.
- 1851 Gottlieb Hirzel, beau-frère de Jakob Sulzer, est en stage à Londres. Se plaisant dans cette ville, il décide de prolonger son séjour et propose à son beau-frère d'engager à sa place « un ami doublé d'un génie »: Charles Brown (1827-1905). C'est ainsi que ce grand ingénieur anglais vint s'établir en Suisse où avec son fils C.E.L. Brown ils devaient jouer un rôle de premier plan dans le démarrage et le développement de l'industrie suisse des machines². Sulzer occupe à ce moment une centaine de personnes.
- 1854 Charles Brown et Jakob Sulzer mettent au point la première machine à vapeur à tiroir d'une puissance de 3 CV. Elle connaît un grand succès.
- 1860 Première représentation à l'étranger. Sulzer sort sa première pompe centrifuge. Il emploie 500 ouvriers.
- 1864 Sulzer réalise une machine à vapeur à soupapes de 140 CV. Grâce à d'incessants perfectionnements, la puissance de ces machines sera portée jusqu'à 6000 CV en 1900. Elles vaudront à Sulzer une renommée universelle.
- 1877 Sulzer produit des machines frigorifiques.
- 1879 Rudolf Diesel (1858-1913), qui vient d'achever ses études, entre comme volontaire chez Sulzer. L'entreprise occupe 1200 personnes.
- 1883 A la mort de Jakob Sulzer-Hirzel, la fonderie est un des ateliers de construction mécanique les plus importants de Suisse. Il occupe 1500 ouvriers

¹ Sulzer Frères, Historique - Evolution technique, p. 8.

² Voir historique de BBC.

et possède une succursale en Allemagne, à Ludwigshafen a. Rhein.

1893 Rudolf Diesel publie son fameux mémoire intitulé « Théorie et construction d'un moteur thermique rationnel, destiné à supplanter la machine à vapeur et les autres machines à feu connues aujourd'hui ». Avant de passer aux réalisations pratiques, il s'assure la collaboration de Sulzer.

1903 Après une période d'essais préliminaires, la production de moteurs diesel débute. Ils allaient devenir la principale production de la maison et lui valoir une renommée mondiale qui ne s'est pas démentie aujourd'hui.

La même année Sulzer se lance dans les turbines à vapeur. Environ 3400 ouvriers travaillent dans l'entreprise.

1906 Sulzer sort le premier moteur Diesel marin du monde.

1907 Extension de l'usine à Oberwinterthur; 3600 ouvriers.

1910 Les premiers contrats de licence sont passés avec de grands chantiers navals anglais pour la fabrication de moteurs marins Diesel-Sulzer.

1912 Sulzer construit le moteur de la première locomotive Diesel du monde.

1914 La société en nom collectif « Sulzer Frères » se transforme en S.A. au capital de 12 mio Fr. En même temps, on crée un Consortium Sulzer avec un holding « Entreprises Sulzer S.A. » à Winterthur et deux sociétés subsidiaires « Sulzer Frères S.A. » à Winterthur et « Gebrüder Sulzer AG » à Ludwigshafen a. Rhein.

La guerre met à rude épreuve cette organisation et Sulzer doit faire face à un approvisionnement précaire en matières premières. En 1918, l'entreprise occupe 6000 personnes environ.

1918-1945 Survie grâce au produit des licences Diesel

La crise économique qui succède à la guerre, après 1920, est surmontée sans de trop grands sacrifices, grâce aux solides fondements financiers de la maison. Dans la période de prospérité qui suit (1924-1930) le moteur Diesel-Sulzer remporte des succès remarquables. Ainsi en 1924, un paquebot de 23 000 t l'« Aorangi » est équipé d'un Diesel de 13 000 CV; cette construction fait date dans l'histoire maritime, car avec elle le Diesel prend définitivement place dans la navigation de haute mer. Vers 1930 le tiers environ du tonnage des navires à moteur en chantier dans le monde est équipé de moteurs Sulzer. Les marines de guerre, intéressées par l'absence de dégagement de fumée qui rendait plus difficile le repérage, sont de bons clients.

La politique autarcique pratiquée par toute une série de pays où se trouvaient de nombreux clients incite Sulzer à y fonder des succursales ou à octroyer les licences à des fabriques indigènes de machines. Cette politique est à l'origine de la progression des affaires à la fin des années vingt.

Après 1930, la grande crise est surmontée non sans de lourds sacrifices. Le personnel passe de 6400 en 1930 à 4300 environ en 1933. Sulzer réagit en rationalisant la construction et la production et en étendant son activité à de nouveaux produits: machines à tisser, turbines à gaz, etc.

En 1934, Sulzer met au point le moteur Diesel à injection directe.

Avec la guerre réapparaissent les difficultés d'approvisionnement et il faut prendre des mesures extraordinaires. Le personnel reste stable (6000 collaborateurs environ).

1946-1970 Le grand essor d'après-guerre

Après la guerre, les besoins généraux de reconstruction provoquent une forte augmentation de la demande de produits Sulzer.

Le chiffre d'affaires atteint 700 mio en 1961, dépasse le milliard en 1965, en 1969, il s'établit à 1,7 milliard de francs. Le personnel passe de 6200 en 1945 à 15 000 en 1969 (sans la Fabrique de locomotives ni Escher-Wyss).

La pénurie de main d'œuvre oblige l'entreprise à engager des milliers d'étrangers, puis, ces dernières années, à confier certains travaux à des sociétés affiliées ou licenciées étrangères.

L'importance croissante de la science dans le développement de la production incite Sulzer à réorganiser et étendre ses laboratoires de recherches et ses bureaux d'études.

A l'étroit dans ses usines existantes, surtout après la diversification du programme de production (turbines à gaz, installations physico-chimiques, éléments pour réacteurs atomiques, etc.) Sulzer réalise un plan d'extension général de son équipement de production.

1948 Fonderie de précision à Oberwinterthur

1957 Transformation complète de la fonderie de Bülach

1958 Nouvelles grandes fonderies à Oberwinterthur

1960 Usine de machines textiles à Zuchwil (Soleure).

Parallèlement, Sulzer renforce son implantation et son réseau de licenciés à l'étranger, au Japon notamment.

La part dans la production mondiale de Diesel marins passe de moins de 10 % en 1955 à 31 % en 1969 (pour navires de mer de plus de 2000 tonneaux de jauge).

Dans les années 60, Sulzer accroît considérablement son portefeuille de participations par l'absorption de

— la « **Fabrique suisse de locomotives et de machines** » (SLM) à Winterthur.

— d'« **Escher-Wyss S.A.** » à Zurich. Cette vénérable et importante entreprise (450 mio francs de chiffre d'affaires — 9000 employés), fondée en 1805 et

appartenant aux familles Schmidheiny et Gygi, apporte à Sulzer sa réputation mondiale de constructeur de turbines hydrauliques et de machines et un vaste réseau de filiales en Suisse (p. ex. Bell Maschinenfabrik AG à Kriens/Lucerne) et à l'étranger (Allemagne fédérale, Italie, Autriche, Grande-Bretagne, Etats-Unis et Brésil).

- la « **Fabrique de machines Burckardt S.A.** » à Bâle.
- la fabrique « **Franz Morat GmbH** » à Stuttgart, spécialisée dans les machines textiles (participation majoritaire).

Sulzer fonde enfin avec BBC la « **Brown, Boveri-Sulzer Turbomaschinen AG** ».

En 1969, Sulzer réorganise entièrement sa direction générale.

Organisation

La maison-mère comprend les usines de Winterthur, d'Oberwinterthur, de Bülach et de Zuchwil. Les principales participations suisses, la Fabrique de locomotives et Escher-Wyss sont contrôlées par la société « Sulzer Beteiligungen AG », filiale à 100% de Sulzer Frères S.A. Les principales filiales étrangères se trouvent en France et en Grande-Bretagne et pour la climatisation et le chauffage aussi en Allemagne. D'autres usines sont implantées aux Pays-Bas, Belgique, Autriche, Union Sud-Africaine, Brésil, Argentine. Des sociétés de ventes et des représentants sont présents dans de nombreux pays (au Japon p. ex.).

En 1969, à l'instar d'autres grands Konzerns suisses (Geigy, BBC) Sulzer a scindé sa direction en sept groupes organiques dans le but de concentrer les moyens de production existants et d'assainir les divers programmes de fabrication de l'entreprise. Leurs chefs responsables ont pour tâches d'encourager et de coordonner le développement, la construction, la production et la vente de leurs produits

dans l'ensemble du groupe ainsi qu'avec les sociétés travaillant sous licence.

Ces groupes sont les suivants:

1. Fabrique de machines de Winterthur — moteurs Diesel — licenciés — Burckhardt S.A.
2. Escher-Wyss,
3. Fabrique suisse de locomotives,
4. Fonderies,
5. Chauffage et climatisation,
6. Pompes,
7. Machines textiles.

La famille Sulzer demeure maîtresse du Comité exécutif du groupe.

Revenus

Bénéfice net de la société-mère (1969): 25,7 mio fr.
Sulzer ne publie pas de comptes consolidés pour l'ensemble du groupe.

Investissements et financement

Ces dernières années, Sulzer a considérablement développé son appareil de production, principalement en Suisse et dans le secteur des métiers à tisser. Selon un rapport sur la fortune et les finances du groupe (non établi, précise Sulzer, en recourant aux principes comptables usuels!) publié pour la première fois en 1970, le financement des 3 milliards d'actifs a été assuré à raison de 45 % par des fonds étrangers. La valeur intrinsèque de l'entreprise s'élèverait à 1561 mio francs.

Fonds propres (au 31.12.1969 pour la société-mère)

Capital-actions:	101 mio Fr.
Fonds de réserve:	174 mio Fr.
Bons de participation:	19 mio Fr.

SCHINDLER HOLDING S.A. HERGISWIL (NW)

L'entreprise Schindler est avant tout connue pour ses ascenseurs; dans cette spécialité elle se place au second rang mondial. Son programme de production comprend encore les escaliers roulants, les engins de levage (grues), les wagons de chemin de fer, les pompes, les moteurs électriques de 1/100 CV à 500 CV, les équipements électriques et électroniques.

Jusqu'au 18.9.1970, le groupe avait à sa tête deux sociétés: Pars Finanz S.A. et Inventio S.A. La première avait pour principale activité la gestion d'un portefeuille de participations comprenant la plupart des actions des trente-six sociétés du groupe, mais procédait aussi à des opérations commerciales (achats de matières premières p. ex.). Inventio S.A. se consacrait surtout à la mise en valeur des brevets et des licences; cependant, elle détenait aussi d'importantes participations à des sociétés du groupe. Maintenant, tout le groupe est chapeauté par le **Schindler Holding S.A.** (ex-Pars Finanz). Inventio est transformé en société filiale à 100 % du holding.

D'affaire de famille, l'entreprise va devenir l'an prochain une S.A. avec des actionnaires publics. Le conseil d'administration a laissé entendre qu'après la restructuration du groupe, la voie serait ouverte à l'établissement d'un bilan consolidé. Jusqu'à présent, les rapports de Pars Finanz ne donnaient que peu ou pas d'explications sur la situation réelle du groupe.

Chiffre d'affaires: (1968-1969)

Environ 800 mio Fr.

Personnel

20 000 collaborateurs dont la moitié en Suisse.

Historique

C'est en 1874 que Robert Schindler, originaire de Schwytz installe un petit atelier mécanique à Lucerne. L'essor de l'hôtellerie lui permet de développer particulièrement la fabrication d'ascenseurs. L'atelier prospère et prend la forme d'une société en nom collectif puis de S.A. (Ascenseurs et moteurs électriques Schindler & Cie S.A.). Une fonderie est créée à Emmenbrücke en 1912.

C'est en 1929 que le holding Pars Finanz est fondé. Dans les années d'après guerre, grâce à l'essor de l'industrie du bâtiment, on constate chez Schindler une croissance qui dépasse de loin le taux des entreprises suisses. Le chiffre d'affaires total passe de 20 mio Fr. en 1944-1945 à 800 mio Fr. en 1969-1970, avec une vente annuelle de 20 000 ascenseurs et des contrats d'entretien pour 150 000 appareils. En vingt-cinq ans, le personnel passe de 1300 à 20 000. En 1960, Schindler a absorbé la « Fabrique suisse de wagons et d'ascenseurs S.A., Schlieren ».

En 1969, Schindler acquiert la majorité du capital-actions de la fabrique française d'ascenseurs Roux-Combaluzier. Une nouvelle société est fondée « Roux-Combaluzier Schindler RCS » qui réunit toutes les participations Schindler en France.

Organisation

Schindler Holding S.A. est aujourd'hui la société mère d'un groupe formé d'une quarantaine de filiales, dont les plus importantes sont, en Suisse:

1. Ascenseurs et moteurs électriques Schindler et Cie S.A., Ebikon
2. Schindler Wagons S.A., Pratteln
3. Mars-Uto Fabrique de grues S.A., Pratteln
4. Ascenseurs et moteurs électriques S.A., Saint-Gall
5. Fonderie Emmenbrücke, Reinle, Sigg et Cie AG
6. Fabrique suisse de wagons et d'ascenseurs S.A., Schlieren.

Schindler est implanté en France, Belgique, Allemagne, Grande-Bretagne, Hollande, Italie, Espagne, Scandinavie; outre-mer la présence de Schindler est forte en Amérique latine, en Afrique du Sud, au Moyen Orient. En Asie, le groupe se heurte à une forte concurrence japonaise.

Revenus:

Bénéfice net déclaré (1968-1969): 7,4 mio Fr. (report non compris).

Investissements

inconnus. Autofinancement considérable.

Fonds propres

— capital-actions (au 1.10.1970): 50 mio Fr.

— réserves (30.9.1969): 60 mio Fr. environ.

La société est débitrice d'un emprunt de 10 mio Fr. venant à échéance le 31.12.1970.

OERLIKON-BÜHRLE HOLDING S.A. (OBH)

Le Konzern Oerlikon-Bührle vient au douzième rang des entreprises suisses. Commencé dans les années 30, il est en grande partie l'œuvre d'un homme: Emil-Georg Bührle (1890-1956) originaire d'Allemagne, installé en Suisse dès 1924, grand industriel, collectionneur de tableaux et mécène (Semaines musicales de Lucerne).

Aujourd'hui le Konzern s'articule autour du holding contrôlé par son fils et sa fille, mais le centre de gravité industriel est constitué par la **Fabrique de machines-outils Oerlikon-Bührle S.A.** (Werkzeugma-

schinenfabrik Oerlikon-Bührle AG Zurich)¹ qui est connue pour sa production de canons automatiques et de munitions.

Par secteur les ventes se répartissent comme suit:

Armes et munitions	32 %
Machines textiles	18 %
Soudure électrique	11 %
Machines-outils	12 %
Transports et accessoires	7 %
Appareillage de physique et électronique	7 %
Commerce	3 %
Divers (hôtels, édition etc.)	10 %
	<hr/>
	100 %

Chiffre d'affaires (exercice 1968-1969)

du groupe: 759 mio Fr. (ventes à des tiers seulement).

Collaborateurs

Environ 14 000 personnes.

Historique

En 1924 Emil-Georg Bührle arrive à Oerlikon-Zurich pour entreprendre la réorganisation de la « Fabrique suisse de machines-outils Oerlikon S.A. », fondée en 1906 et dont la société allemande pour laquelle il travaille vient de faire l'acquisition.

Il se prend au jeu et dès 1927 profite des difficultés croissantes de la société-mère pour racheter peu à peu les actions de la filiale dont il oriente la production vers le secteur de l'armement. En 1937 la totalité des actions de la fabrique est aux mains de

¹ A ne pas confondre avec la « Fabrique de machines Oerlikon S.A. » (Maschinenfabrik Oerlikon AG, MFO) aujourd'hui intégrée dans le groupe BBC.

E.G. Bührle qui la transforme en société en commandite en joignant son nom à la raison sociale: Fabriques de machines-outils Oerlikon, Bührle & Co, Zurich). La même année il est naturalisé suisse.

C'est pendant cette période que la fabrique développe, à partir de licences achetées à une fabrique en liquidation à Seebach (ZH), le fameux canon automatique d'avion et de DCA de 20 mm qui connaîtra rapidement la célébrité dans un monde avide d'armes. Plusieurs centaines de pièces de DCA vont équiper les armées tchécoslovaque (200), autrichienne, finlandaise, lituanienne (150), colombienne, bolivienne, argentine (120), chilienne (60), chinoise (60), etc. En Espagne, les 20 mm équipent la DCA rouge, mais Franco essaie de s'en procurer par tous les moyens. Le Japon achète la licence pour la fabrication de canons d'avion 20 mm Oerlikon².

La Grande-Bretagne, les USA s'y intéressent beaucoup. Le Département militaire fédéral le trouve trop simple et lui préfère le 20 mm de la Fabrique fédérale d'armes; 280 pièces sont cependant livrées jusqu'à fin mai 1940. La ville de Zurich, pour sa DCA locale, achète 21 canons.

Parallèlement au développement du secteur de l'armement et avec les bénéfices qu'il en retire, E.G. Bührle bâtit en Suisse et à l'étranger un empire industriel très diversifié. Parmi les entreprises qu'il fonde à cette époque, citons la fabrique d'électrodes en 1938 et les usines d'aviation Pilatus à Stans en 1939.

Pendant la guerre, Oerlikon-Bührle vend du matériel de guerre aux puissances de l'axe en échange de produits vitaux pour la Suisse.

Dans l'après-guerre le grand effort de diversification est poursuivi afin de réduire la dépendance de l'entreprise vis-à-vis des commandes d'armement

² Colonel EMG H. Born: «Histoire de la défense contre avions», p. 65-67.

grâce auxquelles elle réalisait alors environ la moitié de son chiffre d'affaires.

1956 Lors de la capitulation de l'Allemagne nazie, un important stock d'armes avait été séquestré à Oerlikon. En 1956, la Confédération et Bührle signent un accord pour la liquidation de ce matériel. Les deux parties se partageront le produit de la vente, après déduction d'une commission.

1956, c'est également la mort de E.G. Bührle. Il laisse à son fils Dietrich et à sa fille Hortense (épouse du célèbre pianiste Geza Anda) un vaste empire industriel et aussi la très riche collection de tableaux qu'il avait constituée dès 1935. (Aujourd'hui en possession de la Fondation E.G. Bührle).

Dès 1956 M. D. Bührle poursuit l'effort de diversification entrepris par son père et fait des incursions dans un certain nombre de branches nouvelles, telles l'hôtellerie et l'édition (Artemis-Verlag AG) sans perdre pied dans des domaines aussi exigeants que l'appareillage électronique et la balistique.

1968-1969 Le « scandale Bührle » éclate. La maison d'Oerlikon a exporté illégalement du matériel de guerre pour une valeur de 88,7 mio Fr. principalement vers l'Afrique du Sud, Israël, l'Egypte, le Nigéria, etc. En attendant le procès, M. Bührle congédie ou mute quelques collaborateurs, fait entrer dans son conseil d'administration trois personnalités dont deux députés aux Chambres fédérales. Elles forment un comité spécial chargé de surveiller les ventes d'armes et de munitions.

1970 Oerlikon-Bührle Holding reprend le secteur des machines-outils, armes et munitions des usines genevoises de la maison Hispano-Suiza (670 collaborateurs environ). A cet effet une nouvelle société, Hispano-Oerlikon, sera fondée avec siège à Genève (capital probable de 7 mio Fr.). En plus, Oerlikon reprend une société de mise en valeur des brevets et une fabrique anglaise de

munitions (British Marc Limited avec 500 collaborateurs et un chiffre d'affaires de 2,4 mio de livres).

Organisation

Le « Oerlikon-Bührle Holding S.A. » est une société familiale qui domine un Konzern comprenant environ 70 entreprises, dont une trentaine ont leur siège en Suisse. Elles s'articulent en plusieurs groupes organiques:

1. Groupe machines

comprend la **Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon-Bührle AG, Zurich** (Société en commandite jusqu'au 1.6. 1968), organiquement liée au holding et à 100 % propriété de la famille Bührle, qui produit entre autres des canons de DCA de 35 mm et de 20 mm, des chars DCA, des fusées d'avions, etc. mais aussi des tours automatiques, des freins pour chemins de fer, des machines pour l'industrie des plastiques, etc.

2. Groupe Contraves

issu en 1936 d'une société d'études des problèmes de DCA (Flugabwehr-Studien AG) créée sous la direction du Professeur Dr Fritz Fischer, de l'Ecole polytechnique fédérale; elle voulait à l'origine développer un appareil de pointage avec l'appui du service technique militaire. Aujourd'hui Contraves produit des radars de direction de tir, des fusées de recherches (avec base de lancement en Sardaigne), etc. Le groupe collabore avec la NASA et les organismes européens intéressés à l'exploration spatiale.

3. Groupe textile

avec des filatures, fabrique de tissus en Suisse, en Allemagne et en Union Sud Africaine.

4. Groupe technique de soudure

avec une douzaine d'entreprises dans neuf pays.

5. Groupe immeubles et hôtels

Hôtel Storchen, Zurich; Hôtel Airport, Opfikon-Glattbrugg, etc.

6. Groupe Amérique latine

avec des fabriques d'engrenages, de produits chimiques, pharmaceutiques et plastiques en Argentine et au Chili.

7. Groupe divers

avec les sous-groupes Balzers (Liechtenstein) pour la technique du vide, Pilatus, Artemis-Verlag, etc.

Gravitent autour du Konzern la « Société d'assurances Limmat » à Zurich et la « Industrie & Handelsbank Zurich AG ».

Financement - Investissements

Le Konzern ne donne aucune indication chiffrée sur ces deux points. Les investissements doivent être fort importants et autofinancés en grande majorité, car le holding déclare un bénéfice net de 8 mio Fr. en 1968-1969 pour un chiffre d'affaires de 759 mio Fr. (ventes à des tiers). Le bénéfice n'est jamais distribué, mais versé à la réserve spéciale.

Fonds propres (de OBH)

- capital: 10 mio Fr.
- réserve légale: 2 mio Fr.
- réserve spéciale: 140 mio Fr. (1968).

GEORGES FISCHER S.A., SCHAFFHOUSE

Georges Fischer S.A. est une des plus importantes fonderies et fabriques de machines de notre pays. Ses principaux centres de production se trouvent à Schaffhouse/Herblingertal et Brougg, Singen et Mettmann (Allemagne), Bedford (GB).

Plus des trois quarts du chiffre d'affaires concernent les produits en fonte, plus particulièrement en fonte malléable (premier rang européen pour les « fittings », raccords en fonte malléable pour tubes) et en acier coulé. Les machines et installations com-

plètes de fonderie, les matières plastiques, les machines textiles et les machines-outils prennent une part croissante dans les ventes. Les produits + GF + jouissent d'une réputation mondiale mais le plus important client est la République fédérale d'Allemagne qui absorbe la moitié des ventes.

En 1969-1970, Fischer a racheté la « Fonderie Oehler et Co. S.A. » à Aarau et a renforcé sa position dans le secteur des machines textiles en absorbant l'importante « Fabrique de machines Rüti S.A. ».

Chiffres d'affaires (1969)

Fischer 651 mio Fr.

Rüti 130 mio Fr. environ

Personnel

Fischer 15 000 employés

Rüti 2 500 employés

Historique

I. L'affaire familiale (1797-1902)

En 1797 Johann Conrad Fischer (1773-1854) reprend une chaudronnerie et fonde en 1802 une fonderie d'acier coulé à Mühletal près de Schaffhouse. C'est la première du continent. Johann C. Fischer est un véritable pionnier de la fonderie de l'acier. Il recevra en 1815 la visite du Tsar Alexandre I^{er} et sera nommé président de la « Société suisse pour les découvertes de sciences naturelles ». De 1825 à 1828, J.C. Fischer fait quatre voyages en Angleterre d'où il ramènera de nombreuses idées nouvelles (fonte malléable). Il met au point les raccords « fittings » qui feront la gloire de la maison.

Après lui et jusqu'en 1902 se succéderont à la tête de l'entreprise, comme dans une dynastie, Georges I, Georges II et Georges III Fischer. La fonderie se développe, conquiert des marchés étrangers. En

1889, elle livre ses premières roues de locomotives. En 1894-1895 elle ouvre une succursale à Singen, dans le Pays de Bade, non loin de Schaffhouse.

En 1896 l'entreprise adopte le statut d'une société anonyme au capital de 3 mio Fr. Elle occupe 760 personnes.

En 1901-1902 une crise frappe durement la maison; la production baisse des deux tiers; une partie du personnel est licenciée; les pertes s'élèvent à 1,1 mio Fr. Le directeur Georges Fischer III se retire et sa famille abandonne ses intérêts dans la maison. La direction est confiée à Ernst Homberger et les grandes banques suisses prennent des intérêts dans l'affaire.

II. De la « S.A. des aciéries ci-devant Georges Fischer » à Georges Fischer S.A.

1903-1913 Années prospères pour la société. Le capital est porté de 3,375 à 10 mio. Le personnel passe de 1600 à 4000. En 1913, est fondée la « Société française des aciéries ci-devant G. Fischer ».

1913-1920 La demande de matériel de guerre contribue beaucoup à l'augmentation des commandes. C'est aussi à cette époque que l'industrie de l'automobile devient un client.

Le capital est doublé.

1920-1930 Après une brève période de récession en 1920-1921, Fischer continue, à la faveur de l'essor des industries du bâtiment et de l'automobile, à renforcer sa position dans son domaine traditionnel des raccords en fonte malléable. Mais parallèlement, l'entreprise diversifie son activité en pénétrant dans l'industrie mécanique (1921-1929): absorption de la « Maschinenfabrik Rauschenbach AG » à Schaffhouse.

En 1928, GF absorbe la « Fittingsfabrik Wagner und Engler GmbH à Mettmann près de Düsseldorf.

Le capital est porté de 20 à 30 mio Fr. Le personnel passe de 4500 à 6500.

1930-1945 La crise mondiale stoppe cette expansion. On licencie des ouvriers; le service du dividende est suspendu pendant quatre ans. Grâce au soutien actif d'un consortium de banques suisses (UBS, SBS, CS, Sarasin & Cie) la crise est surmontée.

En 1933, Fischer fonde la « Britannia Iron and Steel Works Ltd. » à Bedford.

De 1939 à 1945, grâce aux commandes de guerre, à sa solide assise européenne, Fischer surmontera les difficultés inhérentes aux conflits armés. En 1941, GF reprend la firme Müller AG à Brougg. GF occupe plus de 6000 collaborateurs.

1945-1970 Comme toutes les entreprises suisses de la branche des machines, GF connaît une forte expansion depuis 1950 avec cependant un léger recul en 1966-1967 dû à la récession allemande. Le chiffre d'affaires progresse de 114 % entre 1960 et 1969. Le capital-actions est porté de 40 mio Fr. en 1948 à 95 mio à fin 1969.

Les investissements — une quarantaine de millions par année en moyenne — ont servi à moderniser les installations existantes, à créer d'autres centres de production, notamment à Herblingertal près de Schaffhouse (fonderie largement automatisée pour fontes spéciales). Une grande partie de ces investissements ont été autofinancés.

Le programme de fabrication est élargi: attelages automatiques pour chemins de fer, installations complètes de fonderies automatisées, matières plastiques, machines textiles (reprise de Rüti).

Organisation

La maison-mère comprend les usines de Schaffhouse/Herblingertal et Singen (Allemagne).

Les principales sociétés filiales sont:

— Georges Fischer S.A., Brougg (machines textiles)

— George Fischer (Great Britain) Ltd., Bedford), holding de la plupart des participations en Grande-Bretagne

— Georg Fischer GmbH, Mettmann/Rhénanie.

Le groupe a des participations majoritaires dans des entreprises établies en France, Italie, Pays-Bas, Grande-Bretagne et Allemagne.

Revenus (1969)

Bénéfice net déclaré: environ 10 mio Fr.

Fonds propres

Capital-actions: 95 mio Fr.

Réserves: 93 mio Fr.

VON ROLL S.A., GERLAFINGEN

Avec un chiffre d'affaires de 539 mio Fr. en 1969, von Roll se place au quinzième rang des entreprises de notre pays. C'est une des plus grandes sociétés du secteur du fer et de l'acier (produits semi-finis pour la construction et l'industrie des machines); son programme touche aussi à diverses branches de l'industrie des machines (vannes, pompes, laminoirs, téléphériques, installations d'incinération des ordures, d'épuration des eaux). Environ la moitié de sa production est destinée au secteur de la construction. Ses usines se trouvent à Gerlafingen, Klus, Choindex, Rondez, Delémont et Berne. L'implantation de von Roll à l'étranger est récente et encore faible.

De la vocation sidérurgique primitive des usines il ne reste plus grand chose. La concurrence étrangère a éteint tous les hauts fourneaux et fermé les mines de fer. Les nécessités de la défense nationale ont cependant permis la survie jusqu'à ces dernières

années d'une sidérurgie nationale. La production de fer et d'acier en Suisse n'a d'avenir que dans la spécialisation et la production de produits finis.

Historique

Un haut fourneau fonctionnait depuis 1800 dans la vallée de la Dünner (Soleure). En 1823, deux membres du gouvernement soleurois, dont Ludwig von Roll décident de développer l'entreprise. On fait appel à l'expérience de maîtres de forges français. L'affaire connaît des hauts et des bas; lors d'un assainissement financier, des banquiers bâlois — Ehinger, Merian, La Roche, Burckhardt — prennent des parts dans la société.

En 1836, on construit un laminoir à Gerlafingen. En 1846, un haut fourneau est dressé à Choindez et un deuxième laminoir à Gerlafingen.

L'industrie sidérurgique suisse se développe rapidement entre 1840 et 1850, dans le Jura essentiellement. Quinze hauts fourneaux seront construits. La société von Roll rachète d'autres sociétés jurassiennes et sa production se concentre verticalement. Mais la concurrence se fait vive et la sidérurgie jurassienne ne résistera pas aux maîtres de forges allemands et français. En 1910, il ne reste que le haut fourneau de Choindez. D'autres seront rallumés pour de courtes périodes.

Pour survivre, von Roll élargit son activité et devient très vite un transformateur plutôt qu'un producteur de fer.

Pendant la première guerre mondiale, les problèmes posés à l'industrie suisse du fer et de l'acier par sa dépendance à l'égard des puissances étrangères, deviennent très graves. Le fer importé représente en effet le 90 % de la consommation suisse au début de la guerre. Pour conquérir une autarcie accrue dans ce domaine, le gouvernement va prendre des mesures de protection et d'intervention marquées; on va d'autre part recourir à l'utilisation de la ferraille et aux fours électriques.

Les mesures de guerre profitent encore aux industries sidérurgiques quelques années encore. Mais dès 1928, la régression constatée à la fin du XIX^e siècle va s'accroître; la sidérurgie suisse s'efface et le degré d'indépendance du marché suisse se réduit de 8 % en 1930 à moins de 5 % en 1938. Pendant la seconde guerre mondiale, l'industrie sidérurgique bénéficie de nouveau de mesures protectrices qui permettent une certaine expansion.

Ces dernières années, von Roll a abandonné la production sidérurgique de base (fermeture des mines de fer du Fricktal) et s'est spécialisé notamment dans les fers à béton de haute qualité et a élargi sa gamme de production vers l'industrie mécanique: téléphériques, skilift, installations d'incinération des ordures.

Cette évolution a nécessité d'importants investissements: 266 mio ces douze dernières années. Ils ont pu en majeure partie être autofinancés grâce à l'intense activité dans le secteur du bâtiment, important client de von Roll.

Organisation

Von Roll est une entreprise très décentralisée. Le siège social et l'usine principale se trouvent à Gerlafingen. Les autres fonderies se situent à Klus, Choindex, Les Rondez/Delémont, Olten. A Berne on construit des funiculaires et des treuils, à Zurich on planifie les installations d'incinération des ordures et d'épuration des eaux. Les filiales les plus importantes sont:

	Part de von Roll
— Giroud-Olma S.A., Olten (machines, appareils, constructions métalliques)	100 %
— Willy Bühler S.A., Berne (skilifts et funiculaires)	100 %
— Francillon & Co. S.A., Lausanne (commerce de fer)	100 %

- **Robert Aebi S.A., Zurich** (machines de construction, commerce) majorité
- **Società Generale Macchini Edili, Milan** (commerce et fabrication de machines de construction) majorité

Les bureaux de vente de von Roll se trouvent en France, Belgique, Danemark, Suède, Grande-Bretagne, Canada, Allemagne, Japon.

Participations minoritaires: Rollmaplast, Choindez (tuyaux en plastique)¹, Fonderie Gisling, Moudon.

Revenus (1969)

Bénéfice net déclaré: 10,7 mio Fr.

Fonds propres (au 31.12.1969)

Capital-actions: 60 mio Fr.

Réserves: 98 mio Fr.

Fonds étrangers: 181 mio Fr.

LANDIS & GYR S.A., ZOUG

Le groupe Landis & Gyr (LG) compte parmi les plus importants producteurs mondiaux d'instruments électrotechniques de mesure.

Son programme de fabrication comprend notamment:

- les compteurs électriques: LG couvre environ les 10 % des besoins mondiaux et 90 % des besoins suisses de ces appareils,
- instruments de téléaction (transmission à distance),
- appareils de contrôle thermique,
- technique d'impulsion,
- installations de télécommande centralisée, etc.

LG travaille également depuis quelques années dans

¹ Participation majoritaire de Mannesmann.

En 1930, la crise vient stopper ce brillant essor. Bühler voit ses commandes diminuer rapidement, doit licencier du personnel. Vers 1937-1938 une amélioration se dessine, mais la guerre approche. En 1939, Adolf Bühler-Forster, le chef de la deuxième génération, meurt.

L'entreprise compte 2000 collaborateurs.

1939-1945 Bühler traverse cette période difficile en réussissant à maintenir une certaine activité dans ses ateliers. Peu après la fin des hostilités, les deux derniers fils du fondateur se retirent des affaires.

1949-1970 Troisième génération

Les deux fils d'Adolf Bühler-Forster, **Adolf** et **René**, leur cousin **Rolf** prennent les leviers de commande en 1949 et comme tous les chefs d'entreprises suisses, ils doivent faire face aux exigences de la haute conjoncture: augmentation des commandes, progrès technique, concurrence redoublée, pénurie de main-d'œuvre.

Bühler érige en 1950 des laboratoires de recherches, un atelier pour prototypes, et en 1957 un nouveau bâtiment administratif. On applique de nouvelles méthodes de fabrication, on produit de nouvelles machines à couler sous pression, des moulins « compacts » entièrement automatisés, des machines pour l'industrie des couleurs, etc. On fonde une usine à Winkeln (SG), de nouvelles représentations et filiales à l'étranger: Toronto, Minneapolis, Constance, Sao Paulo, Bombay, Tokio, etc.

En 1955, la fonderie de fer est, pour des raisons de rationalisation, réunie à celle de Sulzer à Oberwinterthur.

En 1961, Bühler peut célébrer son centième anniversaire: 300 000 cylindres de mouture et 60 000 moulins à cylindres ont été installés dans le monde.

le domaine de la physique nucléaire (instruments de protection contre les rayonnements).

Les commandes proviennent à 58 % de Suisse et 42 % de l'étranger.

Chiffre d'affaires (au 30.9.1969):

- maison-mère: 231,4 mio Fr.
- groupe: 460,1 mio Fr.

Personnel

13 300 collaborateurs dont environ 6000 à Zoug.

Historique

1896 Fondation à Zoug de l'institut électrotechnique Theiler & Cie.

1904 Cet institut est repris par l'ingénieur H. Landis.

1905 Un ami d'études de Landis, Karl H. Gyr (1879-1946) entre comme associé dans la fabrique. Né à Zurich dont il est originaire, Gyr a étudié la chimie à Zurich et à Dresde, entrepris un voyage aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. C'est à son esprit créateur que LG doit de s'être placé au rang des grandes entreprises internationales.

L'entreprise compte 35 collaborateurs et produit déjà des compteurs.

1914 Transformation de Landis et Gyr en S.A. au capital de 2,6 mio Fr. La maison occupe plus de 500 employés et ouvriers.

1914-1921 Les difficultés dues à la première guerre mondiale sont surmontées, mais en 1920 une crise secoue la maison qui se voit dans l'obligation de licencier une partie de son personnel.

1922 Mort de H. Landis; Karl H. Gyr assume seul la direction de l'entreprise.

1930-1939 Les affaires reprennent et au début de la grande dépression économique, LG occupe 2300 personnes. Comme la plupart des grandes

entreprises suisses, LG va chercher une compensation aux effets de la crise — notamment au protectionnisme — en créant des filiales à l'étranger (Milan, Lyon, Prague, Paris, Berlin et Vienne).

1939-1947 LG a des assises suffisamment fortes pour surmonter les effets de la guerre. En 1947, le groupe compte 5000 collaborateurs.

1947-1970 Grâce à l'expansion économique générale, l'entrée des commandes s'accroît rapidement. Le chiffre d'affaires dépasse 200 mio en 1960, touche les 300 en 1964 et atteint 460 mio en 1969.

Le personnel passe de 5000 à 13 000 employés.

La société diversifie sa production, développe ses filiales à l'étranger. En 1970 notamment, par l'intermédiaire de la société holding suédoise Euroclimate-Landis & Gyr, le groupe LG participe à la gestion et au financement de Billmann-Regulator AB, importante entreprise suédoise de réglage pour chauffage et climatisation (80 mio Fr. de ventes).

La politique de LG à l'égard du personnel et de ses actionnaires mérite une mention. Elle prévoit la répartition en parts égales des bénéfices d'exploitation entre actionnaires et employés et permet, grâce à des rapports d'exercice exhaustifs, d'avoir une vue d'ensemble sur la situation financière et la rentabilité du groupe (comptabilité à livres ouverts).

Organisation

La structure du groupe est assez complexe.

Landis & Gyr S.A., Zoug est à la fois une société d'exploitation contrôlant directement ou par l'intermédiaire de la société financière **LG International S.A., Zoug**, des filiales en Suisse, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Espagne, Pays-Bas, Autriche ainsi que des sociétés de vente à Bruxelles et New York.

Toutes les actions A de Landis & Gyr S.A. (71 % des voix) sont détenues par **LG Holding S.A., Zoug**, société entièrement contrôlée par les descendants de Karl H. Gyr.

Revenus

Pour l'exercice se terminant au 30.9.1969, le bénéfice net consolidé s'est élevé à 38,6 mio Fr.

Investissement et financement

Comme dans la plupart des grandes entreprises suisses l'autofinancement est important: depuis 1914, les 80 % des bénéfices ont été réinvestis dans l'entreprise. Cependant, ces dernières années, il a fallu pour financer les impératifs de la croissance procéder à des augmentations de capital et lancer un emprunt convertible (le premier sauf erreur en Suisse). L'assise financière de LG est aujourd'hui particulièrement solide: le financement du groupe est assuré à 72 % par les fonds propres.

Fonds propres (au 30.9.1969)

- capital-actions de Landis & Gyr S.A., Zoug : 47,5 mio Fr. (mars 1970),
- autres fonds propres (bons de jouissance, primes d'émission, bénéfices réinvestis): 436,5 mio Fr.

Le capital de LG augmente chaque année, les dividendes étant toujours accompagnés d'un droit de souscription, racheté par LG à un prix fixe à l'actionnaire qui n'en fait pas usage.

BÜHLER FRÈRES S.A., UZWIL (SG)

Bühler Frères compte parmi les plus grands constructeurs de moulins du monde. Alors que de nombreuses fabriques produisent des éléments de mou-

lins, Bühler s'est spécialisé, dès le début (1897), dans la livraison d'installations complètes. L'entreprise est relativement petite, mais elle dispose d'un important réseau de vente international. L'activité du groupe porte aujourd'hui sur les machines pour la mouture des céréales, pour l'industrie des produits et des pâtes alimentaires, pour les huileries, pour les brasseries et l'industrie chocolatière (broyeurs), pour l'industrie des couleurs, les engins de transport (transporteurs à chaînes, pneumatiques, à godets, etc.), machines à couler sous pression.

Chiffre d'affaires (estimation)

env 300 mio Fr. en 1968.

Collaborateurs

environ 4800 dont 3100 en Suisse.

Historique

1860-1896 La génération du fondateur

Adolf Bühler-Naef (1822-1896), cinquième enfant d'une famille de paysans de Feldbach, crée une petite fonderie près de Henau (SG) non loin de quelques filatures pour lesquelles il livre des pièces de fonte pour les machines à broder. Il occupe trois ouvriers.

1871 L'entreprise prospère: un atelier mécanique est adjoint à la fonderie. C'est à cette époque que la meunerie passe des moulins à meules aux appareils à cylindres de porcelaine ou de fonte.

1876 A. Bühler, après de longs essais, produit son premier moulin à cylindres. Le succès des premières machines conduit à la construction de modèles plus grands, qui sont bien accueillis par une clientèle croissante.

1890 Pour assurer la régularité du travail dans les

ateliers on s'intéresse à d'autres branches d'activité: élévateurs, machines pour silos, etc.

1891 Première filiale à l'étranger: à Pantin, près de Paris; d'autres suivront à Milan et Barcelone (1896).

1894 Production du dix-millième moulin à cylindres. L'entreprise compte 500 collaborateurs.

1896 Deuxième génération

Mort du fondateur en 1896. Son fils aîné, Adolf Bühler-Forster (1869-1939), ingénieur, associé à son père dès 1893, prend la direction de l'entreprise; ses quatre frères le rejoindront plus tard.

1897 Première installation complète pour la mouture de céréales.

1901 L'entreprise Adolf Bühler devient la **Société en nom collectif Bühler Frères**.

Jusqu'au déclenchement de la guerre en 1914, la maison Bühler connaît une période de grand développement qui voit l'entreprise installer ses premiers grands moulins (1905), ses premières machines pour la fabrication des pâtes alimentaires (1904), pour les brasseries (1909).

1914-1918 La guerre apporte à l'entreprise, orientée vers l'exportation, de graves soucis et des difficultés. Des marchés extérieurs sont perdus; pour occuper les ateliers, Bühler se lance dans des fabrications de guerre.

1919-1939 Il faut reconquérir de nouveaux marchés, développer et diversifier la production.

Dans les années 20 Bühler ouvre des filiales à Bruxelles, à Dresde, au Pirée, à Malmö, en Tchécoslovaquie, à New-York, à Bucarest, à Londres, Varsovie, Buenos Aires.

Les machines pour l'industrie du chocolat, pour la production d'aliments pour le bétail, pour l'industrie des produits alimentaires, pour les huileries, les transporteurs à chaîne viennent compléter la gamme de production.

En 1967, tout en gardant son caractère exclusivement familial, l'entreprise devient une **Société anonyme** au capital de 20 mio Fr.

Organisation

La maison-mère à Uzwil contrôle un réseau très dense de filiales en Europe (Bruxelles, Constance, Londres, Madrid, Malmö, Milan, Paris), en Amérique (Minneapolis, Buenos Aires, Toronto, Sao Paulo) et des représentations avec du personnel permanent dans une vingtaine de pays.

Revenus:

inconnus

Financement et investissements

inconnus

Fonds propres

Capital-actions: 20 mio Fr. entièrement entre les mains de la famille

INDUSTRIE DU CIMENT

« HOLDERBANK » FINANCIÈRE GLARIS S.A., GLARIS

Ce holding est probablement un des plus grands d'Europe dans la branche du ciment. Il occupe une position importante en Suisse, en Belgique, aux Pays-Bas et en Autriche; dans ces quatre pays, les sociétés affiliées semblent couvrir environ la moitié des besoins nationaux en ciments. La Holderbank détient également des intérêts importants en France, en Allemagne, en Afrique du Sud, au Liban, aux Etats-Unis, au Canada, au Pérou, au Mexique, en Colombie, au Costa-Rica et en Australie.

En 1970, la Holderbank a renforcé sa position sur le marché mondial du ciment en reprenant six sociétés cimentières du groupe frère « Schweizerische Cement-Industrie Gesellschaft » (SCI). Elle a par contre cédé à la SCI des participations minoritaires dans le secteur de l'asbeste (Eternit).

La Holderbank dispose aussi de centres de recherches et d'assistance technique à Holderbank-Wildegg et à Clarkson (Canada) et de centres d'ordinateurs à Baden et à Bâle.

Chiffre d'affaires 1969 (avec les participations reprises à la SCI): 800 mio Fr. environ.

Production de ciment

— participations majoritaires seulement: 17,5 mio t
— toutes les participations: 25,5 mio t
(par comparaison: production totale des cimenteries suisses en 1969: environ 4,5 mio tonnes).

Personnel: 10 000 collaborateurs (estimation).

Historique

1836 Le premier « ciment romain » est fabriqué en Suisse à Aarau.

1848-1900 C'est dans les régions où le rail se développe — Argovie, Bâle, Soleure, p. ex. — que l'industrie du ciment connaît un essor rapide; il est en effet à la fois client et moyen de transport commode.

Vers la fin du siècle, le ciment Portland — découvert par Aspdin en 1824 — devient prépondérant. Il est produit dans une soixantaine de fabriques.

1911 Les crises dans le bâtiment étant fréquentes, les cimenteries se groupent en un **cartel**: l'« **Ein-getragene Genossenschaft Portland** » (E.G. Portland).

1912 Fondation de la « **Aargauische Portland-Cementfabrik Holderbank-Wildegg** ».

Elle absorbe peu après la fabrique de ciment de Rüthi (SG) dont le propriétaire, Ernst Schmidheiny (1871-1935) entre au conseil d'administration.

Fils de Jakob Schmidheiny (1838-1905), fondateur-propriétaire de plusieurs tuileries et grand industriel du Rheintal saint-gallois, E. Schmidheiny crée le groupe Holderbank-Vigier-Laufon-Unterterzen. Il entreprend la fondation des cimenteries à l'étranger.

1925-1930 Période d'expansion. L'industrie du ciment consacre d'importants capitaux à l'extension et à la modernisation de ses installations.

De nouvelles cimenteries se créent, ainsi que des sociétés de financement.

1925: Likonia S.A., Bâle.

1928: « Société financière de valeurs de ciment », Glaris (Cementwerte Glaris).

1930: « **Holderbank** » **Financière Glaris S.A.**, Glaris
E. Schmidheiny en est le président.

1930-1945 La crise mondiale éprouve durement l'industrie suisse du ciment: elle doit souvent tra-

vailer à moins de 50 % de sa capacité de production.

La concurrence est d'abord vive, mais la nécessité d'y mettre un terme ne tarde pas à prévaloir.

1934: fusion Holderbank Financière-Likonía S.A.

1935: fusion Holderbank Financière-Cementwerte

Le fondateur du holding, M. Ernst Schmidheiny meurt dans un accident d'aviation en Egypte. Ses deux fils, Ernst (né en 1902) et Max (né en 1908) continuent son œuvre.

1945-1970 L'industrie du ciment reçoit une impulsion formidable par le besoin de construction de nouveaux logements, d'usines, de routes et surtout des barrages hydrauliques.

Les livraisons de toutes les cimenteries suisses passent de 300 000 tonnes en 1945 à 4 490 000 tonnes en 1969.

La Holderbank Financière profite largement de cet essor. Les totaux de ses bilans le montrent:

1930 12,3 mio Fr.

1950 21,6 mio Fr.

1970 219,4 mio Fr.

Le centre d'assistance technique, à part différentes commandes exécutées pour le groupe, élabore des nouvelles constructions de cimenteries dans plusieurs pays, entre autres en Libye et en Arabie Séoudite.

En 1970, pour renforcer sa position sur le marché du ciment, Holderbank, présidée par M. Ernst Schmidheiny, reprend les participations cimentières (six fabriques) de la « Schweizerische Cement-Industrie Gesellschaft » (SCI), présidée par son frère Max Schmidheiny, en partie contre remise de ses propres actions et en partie contre espèces. La production des participations majoritaires de Holderbank passe ainsi de 6,3 mio t à 17,5 mio t/an. Le capital est porté à 150 mio Fr. La SCI acquiert par cette opération le 40 % du capital d'Holderbank et devient l'actionnaire dominant. Les raisons véritables qui ont poussé les

frères Schmidheiny à cette quasi-fusion sont de l'avis de la presse économique suisse, impénétrables.

Organisation

Le siège social se trouve à Glaris, mais le « chef » du groupe, M. Ernst Schmidheiny, a son bureau à Céligny (GE).

En Suisse, la Holderbank Financière contrôle les sociétés suivantes:

- Cementfabrik Holderbank-Wildegg AG, Holderbank-Wildegg (AG)
- Cementfabrik Vigier AG, Luterbach (SO)
- Portlandcementfabrik Laufen AG, Liesberg (BE)
- Cement- und Kalkfabrik Unterterzen AG, Unterterzen (SG)
- Société des Chaux et Ciments de la Suisse romande S.A., Lausanne
- Bündner Cementwerke AG, Untervaz (GR)
- « Holderbank » Concreta AG, Niederurnen (GL): holding d'entreprises de gravières et de transport de béton (Fertigbeton AG, Saint-Gall)
- Interdata S.A., Baden et sa filiale Data Basel S.A.: centres d'ordinateurs
- « Holderbank » Gestion et Conseils S.A.

La Holderbank Financière est liée directement ou indirectement avec d'autres sociétés de la branche du ciment, notamment à la « Société suisse de ciment Portland S.A. » à Neuchâtel (holding pur dont les participations, en général minoritaires, se trouvent essentiellement à l'étranger), à la Cementia Holding AG à Zurich et, par l'intermédiaire de la Société des Chaux et Ciments de la Suisse romande, à la Société des ciments Portland de Saint-Maurice, à Bétonfrais S.A. à Lausanne et Orbe, à Sagro S.A. (gravier à béton du Rhône), etc.

Il n'est pas possible de citer toutes les participations sises à l'étranger. Mentionnons cependant:

France: « Ciments de Champagnole S.A. » à Cham-

pagnole et bientôt à Dôle,
 Belgique: « Ciments d'Obourg S.A. », Obourg et ses filiales,
 Pays-Bas: « Eerste Nederlandse Cement Industrie NV (ENCI), Maastricht et ses filiales,
 Autriche: « Perlmooser Zementwerke AG », Vienne et ses filiales,
 Allemagne: « Breisgauer Portland-Cement Fabrik GmbH, Kleinkems,
 « Breitenburger Portland-Cement-Fabrik »
 « Hemmoor Zement AG »,
 Afrique du Sud: « Anglo-Alpha Cement Ltd. », Johannesburg et ses filiales,
 Liban: « Dundee Libanais S.A. », Beirut,
 USA: « Dundee Cement Company », Dundee/Michigan,
 Canada: « St. Lawrence Cement Co. », Québec et ses filiales, etc.

Holderbank participe également au capital d'« Adela Investment C. » à Luxembourg, société financière de développement pour l'Amérique latine.

Sur la base de leur valeur intrinsèque, les participations de Holderbank se répartissent comme suit:

Suisse	36,6 %
Reste de l'Europe	32,2 %
Amérique du Nord	13,2 %
Amérique latine	4,4 %
Proche-Orient	7,8 %
Afrique du Sud	5,8 %

Revenus (1969)

Bénéfice net déclaré: 9,56 mio Fr.

Investissements et financement

On ne connaît pas le montant des investissements du groupe; seules sont publiées les dépenses effectuées en Suisse: en 1969, 15,5 mio Fr. Ils sont certainement importants et destinés avant tout à rationaliser et à automatiser la production. Le degré d'autofinancement d'Holderbank est élevé.

Fonds propres

- Capital-actions: 150 mio Fr (après reprise de la SCI)
- Réserves: 39 mio Fr. (au 31.12.1969 avant la reprise de la SCI).

Les dettes obligataires se montent à 70 mio Fr.

INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE

Société anonyme C.F. Bally (Holding Company) Zurich

La S.A. C.F. Bally est le holding du groupe international de chaussures Bally.

Le domaine d'activité du groupe comprend toutes les phases de fabrication de la chaussure, de la tannerie jusqu'à la vente au détail. Le groupe produit également des élastiques, des colorants, des vernis, etc.

Chiffre d'affaires du groupe en 1969-1970:

Fr. 494,3 millions.

Production du groupe en 1969-1970:

6 530 000 paires de chaussures.

Production des usines suisses:

environ 3 650 000 paires soit environ le quart de la production nationale de chaussures.

Personnel:

environ 16 200 collaborateurs (dont 7200 en Suisse)

Historique

1851 **Carl Franz Bally** (1821-1899), petit-fils d'un maçon autrichien établi à Aarau, fabricant d'élastiques et de bretelles, se lance dans la production de chaussures en série dans sa maison de Schoenenwerd.

- Personnel: 22 personnes dont 12 travaillent à domicile.
- 1854 Transfert des ateliers dans une véritable usine.
- 1864 Le chiffre d'affaires dépasse le million de francs; la majeure partie de cette somme provient de la fabrique d'élastiques.
Des points de vente sont créés à Zurich, Bâle et Berne pour assurer des commandes en nombre suffisant.
- 1870-1873 Etape décisive: début des exportations vers les pays d'Amérique du Sud, fournisseurs de cuir: ouverture de bureaux de vente à Montevideo et Buenos Aires.
- 1879-1882 Schönenwerd produit déjà 3000 paires de chaussures par jour. Avec des usines à Niedergösgen, Aarau, Gränischen, Reitnau et Schoeftland, C.F. Bally pratique dès le début une politique de décentralisation industrielle. La production annuelle s'élève à 2 250 000 paires. Les fondements d'une entreprise d'importance mondiale étaient posés.
- 1892 C.F. Bally transfère l'entreprise à ses deux fils, Edouard (1847-1926) et Arthur (1849-1912). Nouvelle raison sociale: Les fils de C.F. Bally.
- 1899 Mort de C.F. Bally. Fondation de la « London Shoe Company Ltd. » (vente au détail).
- 1907 La société se développe; de nouveaux capitaux sont nécessaires; la société se transforme en S.A.: C.F. Bally S.A.
Personnel: 3500 ouvriers et ouvrières plus 450 personnes travaillant à domicile.
- 1908 Fondation de la « Bally's Shoe Company Ltd. » à Londres (vente en gros).
- 1914 Acquisition d'une fabrique de chaussures à Lyon: première fabrique Bally à l'étranger.
- 1918-1939 Entre-deux-guerres: les années qui suivirent la première guerre mondiale marquent une régression des exportations due à l'appauvrissement des anciens belligérants.

Le protectionnisme douanier incite la direction de Bally à fonder à l'étranger des usines pour y fabriquer des articles de prix moyens. Ces nouveaux centres de production sont implantés en France (Lyon), en Angleterre, en Afrique du Sud, aux Etats-Unis, en Allemagne et en Autriche.

D'autre part, pour diminuer les fluctuations saisonnières dans la vente des chaussures et atteindre un meilleur degré d'occupation dans les usines, Bally, s'inspirant des expériences faites déjà en Grande-Bretagne, crée sa propre organisation de ventes en gros et au détail en France, en Suisse (Bally-Arola en 1926), en Autriche, en Belgique, aux Etats-Unis et en Norvège.

Pendant cette période, Bally fonde également deux tanneries à Buenos Aires et à Rio de Janeiro. Enfin, la société-mère est réorganisée: en 1921, C.F. Bally S.A. devient un holding d'administration et de participation financière. Les usines suisses acquèrent un statut juridique distinct: « Chaussures Bally, société anonyme de fabrication ».

En 1939, Bally a donc l'aspect d'une concentration verticale groupant des tanneries, des fabriques de chaussures, des sociétés de vente en gros et des magasins de détail.

Dès 1945, la politique d'avant-guerre est poursuivie et le groupe renforce ses centres de fabrication et de vente en Suisse (Aarau), en France, en Allemagne, en Autriche, aux Etats-Unis, au Canada, etc.

En Suisse, Bally absorbe les fabriques de chaussures Hug et Coop.

Actuellement, plus des trois quarts des chaussures du groupe sont écoulées sur le marché européen où la concurrence est particulièrement âpre. Bally se trouve confronté avec des difficultés pas facilement surmontables (salaires élevés en Suisse, manque de main-d'œuvre, rationalisation difficile vu l'exiguïté du marché intérieur suisse,

etc.). La dureté des conditions de travail a été révélées par les grèves de Stabio.

Organisation

A part les sociétés Bally suisses (30 filiales situées dans les cantons de Soleure, Argovie, Bâle-Campagne, Lucerne, Uri, Tessin et Valais), le holding contrôle deux tanneries (au Brésil et en Argentine), sept fabriques de chaussures, onze sociétés de vente en gros et en détail (264 magasins) dans dix pays.

Revenus

Bénéfice net déclaré (1970): 5,14 mio fr.

Investissements et financement

Ils se montent à environ 21 mio fr. pour le dernier exercice; ils ont été en majeure partie auto-financés.

Fonds propres (avril 1970)

Capital-actions: Fr. 45 mio

Réserves: Fr. 29,5 mio

Fr. 74,5 mio

ce qui représente les trois cinquièmes du passif du bilan.

LES GRANDES BANQUES D'AFFAIRES

En pleine crise économique, le 2 février 1934, le Conseil fédéral publie un message concernant un projet de loi sur les banques et les caisses d'épargne. Il écrit: « Le fait prépondérant qui caractérise l'économie moderne est peut-être moins le phénomène de la concentration des richesses que l'accumulation d'une puissance économique considérable entre les mains d'un petit nombre de personnes qui n'en sont point propriétaires, mais seulement dépositaires, et dont le rôle est de placer les capitaux qu'elles ont mission d'administrer. Le pouvoir des détenteurs du commerce de l'argent est incontestablement une des grandes puissances modernes. » Il y a trente-six ans, le total des bilans de toutes les banques atteignait vingt milliards de francs. Aujourd'hui, chacune des trois plus grandes banques suisses dépasse ce montant. Au 30 juin 1970, le total du bilan des cinq grandes banques est équivalent au produit national brut de la Suisse pour 1969: 80 milliards de francs.

L'examen de la situation des grandes banques suisses dans l'économie conduit à établir un rapport, plus unique au monde que tout autre. Les bilans des trois plus grands instituts bancaires représentent moins de 10 % du PNB aux Etats-Unis, légèrement plus de 10 % en Allemagne, entre 20 et 25 % en France, en Grande-Bretagne et en Italie. Mais 100 % en Suisse. Nulle part ailleurs, l'économie d'un pays est majorisée à un tel degré par quelques banques. Surprend également le côté foudroyant de la progression. Sur la base d'un indice 100 en 1939, la progression du produit national, du total du bilan de toutes les banques et du total du bilan des cinq plus grandes banques est à peu près parallèle jusqu'en

1959-1959. A fin 1969, les indices s'établissent à plus de 800 pour les deux premiers, mais à plus de 1700 pour les grandes banques. Constatation qui confirme notre remarque dans l'introduction de ce cahier: la richesse bancaire suisse explose avec le retour à la libre circulation des capitaux sur le plan mondial à la fin des années cinquante.

La logique de la rentabilité

Les cinq grandes banques occupent à elles seules environ la moitié du personnel employé par les quatre cent soixante-cinq banques existantes (à fin 1968). De même, le total de leur bilan est de peu inférieur à la moitié du total du bilan de toutes les banques.

A l'heure actuelle, les grandes banques suisses sont devenues de la même taille que les plus grandes banques françaises, allemandes, italiennes et anglaises. Elles ne sont plus guère que trois fois plus petites que les plus grands instituts américains (Bank of America, Chase Manhattan, First National City), alors que le rapport des PNB est de 1 à 50.

Les grandes banques suisses, par la force des choses — c'est-à-dire des capitaux qu'elles gèrent — sont appelées à jouer un rôle considérablement plus important que les pouvoirs publics dans l'allocation des ressources aux diverses régions du pays. Les banquiers soutiennent la thèse que le réseau de leurs filiales permet de tenir compte des différences de développement économique des régions; les capitaux y circuleraient des zones riches vers les zones pauvres en argent et en capitaux. D'où une promotion des régions défavorisées, conforme aux traditions fédéralistes, qui, disent-ils, ne requièrent l'intervention ni du pouvoir politique ni de l'administration.

Thèse séduisante qui omet seulement d'insister sur la nécessaire rentabilité des capitaux prêtés et placés par les banques. Ni le sens du « devoir fédé-

raliste » des banquiers, ni l'importance du réseau bancaire ne permettent d'expliquer les mouvements de capitaux internationaux. Les taux de salaire, les avantages fiscaux, l'évaluation des risques, bref les perspectives de profits sont déterminants. Ce qui est dans la logique du système.

Division du travail et planification privée

L'intervention directe des banques dans les activités industrielles et commerciales reste marginale. Les exemples de Jelmoli, Indelec, Usego, Naville ne permettent pas de tirer des conclusions définitives. Les grandes banques n'en sont pas moins actives dans les secteurs non-financiers. Mais indirectement. Toute entreprise qui veut ménager ses arrières, comme on dit, invite un représentant au moins d'une grande banque à siéger dans son conseil d'administration. Ainsi se nouent les contacts et se créent les réseaux qui permettent à l'argent de circuler avec un optimum de rentabilité. Voyez, sur un échantillonnage restreint mais significatif, les imbrications de conseils d'administration des grands bourgeois d'affaires (D.P. 65 et 86).

Dans le cadre de cette « division du travail », les banques ont pour principales tâches de drainer l'argent. Jusqu'à présent, elles se sont assurément montrées « à la hauteur ». Elles ont su développer les formes traditionnelles d'épargne (carnet d'épargne, compte de dépôt, compte-salaire) et utiliser largement les nouvelles formules: sociétés financières et fonds de placement.

Ainsi la bourgeoisie suisse a pu s'assurer une planification privée de l'allocation des ressources nationales. Non exempte d'ailleurs de contradictions ainsi qu'en témoigne ses difficultés à réformer l'industrie horlogère qui reste menacée par la survivance de structures traditionnelles, le morcellement de sa production, l'insuffisance de la qualité moyenne du produit horloger, l'absence de recours aux techniques modernes de promotion des ventes.

Une stratégie « tous azimuts »

Assurées d'une position forte sur le plan national, bénéficiant d'un quasi-monopole en matière de politique du crédit, elles n'ont cessé de développer leurs antennes financières sur l'ensemble du continent et du monde. La forte rentabilité des investissements dans les nations pauvres ne peut manquer de les attirer. Et les fonds qu'elles reçoivent de l'étranger les engagent à développer leurs placements dans les autres pays. Parfaite concordance des besoins et des intérêts!

Les avoirs à l'étranger des banques suisses ont passé de 3 milliards de francs en 1955, à 8 milliards en 1960, 18 milliards en 1965 et 44 milliards en 1969. Leurs engagements envers l'étranger évoluaient de 4 milliards en 1955, à 7 milliards en 1960, 17 milliards en 1965 et 38 milliards en 1969.

Commentant les chiffres de 1965, l'ancien directeur général de la Banque nationale, M. Max Iklé notait (et soyons certains qu'il n'exagérait rien!): « Les opérations des banques avec l'étranger constituent une source de revenus qui jusqu'à présent a été plutôt sous-estimée. Si l'on considère les possibilités de gain qu'offre l'arbitrage sur les taux d'intérêts avec une telle masse de capitaux suisses et étrangers imbriqués, ce que rapporte en courtages et commissions la gestion de gros portefeuilles de titres étrangers, et si l'on songe également que les opérations d'émission ainsi que les opérations sur devises et sur or sont des activités génératrices de profits non négligeables, on peut facilement calculer que plusieurs centaines de millions de francs sont en jeu. »

Plus généralement, M. Iklé notait également que « les opérations des grandes banques suisses sont vraisemblablement aussi importantes, peut-être même davantage avec l'étranger qu'avec le marché intérieur. Les trois grands établissements n'auraient jamais atteint leur taille actuelle s'ils n'avaient pas

étendu leur domaine d'activité au monde entier.»
La taille dont parle M. Iklé est celle de 1965. Entre-temps, les grandes banques ont plus que doublé. L'élément international est devenu prépondérant. Dès lors, les conclusions s'imposent. La Suisse sert de base stratégique pour des expéditions « tous azimuts ». Comme toute base de cette nature, le corps expéditionnaire bancaire doit pouvoir avoir toute confiance en elle, et surtout, toute liberté de manœuvre.

Comme tel, le pouvoir bancaire représente le frein le plus important à toute transformation progressive des institutions nationales. La répartition des tâches entre le secteur privé et l'Etat ne peut faire l'objet que d'aménagements mineurs. Voir l'ingérence de l'Association suisse des banquiers lors de l'examen par les commissions des Chambres fédérales du projet d'extension des pouvoirs de la banque nationale.

Sur le plan de la politique internationale de la Suisse, les banques ne peuvent être qu'opposées à l'intégration européenne, si celle-ci conduit à la création d'une monnaie européenne. Les banques ne peuvent donc que combattre une adhésion de la Suisse aux Communautés européennes, car elle signifierait à terme la suppression de leur « gagnepain »: le franc suisse.

Toute volonté de démocratiser l'économie heurterait de front les banques, car tout effort dans ce sens réduirait leur marge de manœuvre. Or, pour elles, il ne peut en être question.

LES QUATRE GRANDES BANQUES SUISSES D'AFFAIRES

Année de fondation

1857	Crédit Suisse
1862	Union de Banques Suisses
1869	Banque Populaire Suisse
1872	Société de Banque Suisse

Une étude de la création et du développement des grandes banques suisses doit nécessairement, en premier lieu, attirer l'attention sur l'extraordinaire dynamisme industriel et commercial du nord-est de la Suisse. Elle doit obligatoirement revenir à cette seconde moitié du XIX^e siècle, au cours de laquelle les événements sont décisifs.

1850, le libre échange s'étend de l'Angleterre au monde entier. Accélération des échanges; chemins de fer; flottes commerciales.

Des champs nouveaux d'activité s'ouvrent aux banques, mais les établissements existants sont confinés dans le domaine du petit crédit personnel et ou prêt hypothécaire; leur structure quasi artisanale se prête peu à une adaptation.

Sur une courte période de quinze ans, de 1857 à 1872, on voit se créer quatre entreprises bancaires qui devaient devenir les quatre banques commerciales reconnues aujourd'hui comme les plus importantes du pays.

Les deux premières en date — les deux plus importantes aujourd'hui — prenaient naissance dans le canton de Zurich.

En 1850, la ville de Zurich ne comptait que 17 000 habitants et venait au cinquième rang des villes suisses, après Genève, Berne, Bâle et Lausanne. En 1832, la liberté du commerce et de l'industrie avait été proclamée dans le canton, abolissant les prérogatives des corporations.

Depuis 1830, le projet de réseau de chemin de fer passionnait l'opinion publique, mais il fallut attendre 1852 pour qu'une loi fédérale rende possible l'expropriation.

Un journal de l'époque écrivait que pour réaliser le réseau ferroviaire, il ne suffisait pas d'avoir de vraies locomotives, mais encore ces « machines à vapeur du crédit » que sont les banques, créées sur le modèle du « Crédit mobilier de Paris », première banque commerciale moderne fondée en 1852 par les frères Péreire.

Or Zurich — et la situation suisse était analogue — ne disposait vers 1850, à part la banque Leu, spécialisée dans les affaires hypothécaires et quelques petites banques privées, que de la Banque de Zurich, fondée en 1836, vouée au petit crédit et impropre aux grands investissements.

CRÉDIT SUISSE

Le projet de création d'une banque avait pris corps en mars 1856. Le 5 juillet, la constitution de la société était réalisée et deux semaines plus tard le capital souscrit. Le Crédit Suisse était né.

Les choses avaient été menées rondement par Alfred Escher, alors âgé de trente-sept ans, issu d'une vieille famille de commerçants zurichois. Professeur de droit à vingt-cinq ans, chancelier d'Etat à vingt-huit, conseiller d'Etat et national à vingt-neuf, il fut élu président du Conseil national peu après avoir atteint sa trentième année.

Membre influent du Conseil national, passionné de questions ferroviaires, il fut nommé en 1853 président de la « Compagnie du Nord-Est » nouvellement fondée et ne tarda pas à être confronté avec les problèmes du financement du réseau ferré. Le premier conseil d'administration du Crédit Suisse était présidé par Alfred Escher, entouré de personnalités du monde des affaires de Zurich et de Winterthur. Le Crédit Suisse s'intéressa ensuite à la constitution de sociétés d'assurance (Rentenanstalt, Suisse Réassurances) et de sociétés industrielles, avec des fortunes diverses. Parmi les réussites: les Ateliers de construction d'Oerlikon et la Société de la Schappe à Bâle.

Economiquement parlant, les vingt années qui séparent 1874 de 1894 marquent une période de stagnation et d'attente: les principales inventions, qui datent de cette époque, ne sont pas encore commercialisées.

En 1895 commence un temps de prospérité croissante qui devait durer jusqu'en 1913. La progression de la Ville de Zurich illustre bien ce premier « boom » économique: de 87 000 habitants en 1880, la ville passe à 215 000 habitants en 1910, soit un accroissement de 150 % alors que dans le même temps la population de la Suisse augmente de 32 % seulement.

Le Crédit Suisse est présidé durant toute cette période par Carl Abegg-Arter. Du temps d'Alfred Escher, le capital de la banque avait été élevé de 15 à 20 millions. Carl Abegg laisse à son successeur un établissement doté d'un capital social de 75 millions.

Le régime de libre échange qui s'était instauré dans le monde au cours de la dernière moitié du XIX^e siècle s'effondre brusquement en été 1914.

Pour le Crédit Suisse, comme pour les autres banques suisses, c'est une surprise complète. L'ouverture des hostilités provoque une ruée sur les guichets.

Le Crédit Suisse ne fut pas durablement affecté par la guerre. Les affaires sont bonnes. Il porte son capital social à 100 millions. En 1928, il est de 150 millions. L'établissement a complété son réseau d'agences en Suisse par la reprise de diverses banques locales en difficultés. La crise de 1929 n'a d'effet sur les affaires de la banque qu'en 1931 et celle-ci ne subit pas de trop grandes pertes, grâce à des réserves constituées durant les années de prospérité. Contrairement à ce qui s'était passé en 1914, l'ouverture des hostilités en 1939 ne représente pas un événement imprévu et les retraits de fonds demeurent assez restreints. Durant l'été 1940 déjà, les dépôts ont tendance à augmenter.

Depuis la seconde guerre mondiale le Crédit Suisse, à la faveur de la prospérité générale, connaît une des phases de développement les plus intenses de son histoire.

Capital

De 165 millions de francs en 1956, le capital passe successivement à 200 millions en 1961, 250 millions en 1963, 260 millions en 1965, 290 millions en 1968, 340 millions en 1969 et 400 millions en 1970.

Les fonds propres (capital et réserves) atteignent 1,1 milliard de francs.

Total du bilan

Avec 3034 millions de francs en 1956, le total du bilan est le double de celui de 1945. Au 30 juin 1970, il est de 21 800 millions.

A fin 1969, la capitalisation boursière est de 2305 millions; le bénéfice net se monte à 105 millions. 5776 employés.

UNION DE BANQUES SUISSES

En 1860, Winterthur ambitionnait de devenir une gare importante de triage et de transit; ambition fondée sur les lignes ferroviaires nouvellement créées.

Enflammée par cette idée, la Société des commerçants de Winterthour transférait le poids public de la ville, dont elle avait la charge, du centre de la cité à une nouvelle maison édiflée en bordure de la voie ferrée et lui adjoignait un entrepôt.

Cependant, Hans Rieter, Suisse résidant à Trieste, écrit une lettre dans laquelle il suggère de ne pas se contenter d'exploiter un entrepôt, mais d'accorder sur les marchandises entreposées des avances à des conditions avantageuses.

L'idée fait son chemin et sous l'impulsion d'Henri Rieter et de Johann Jakob Sulzer, président de la ville, est fondée le 23 avril 1862 la Banque de Winterthur, au capital de 5 millions. L'acte de ratification du Conseil d'Etat, accordé en mai, porte la signature de Gottfried Keller, alors chancelier d'Etat. La fondation du Crédit Suisse avait été marquée par

la ferveur extraordinaire des candidats actionnaires: 9000 actions offertes, 436 539 souscrites en trois jours. La société par actions, création récente, exerce une sorte d'attraction sur le public.

Pour la Banque de Winterthur, il en va de même: 7500 actions offertes, 347 842 souscrites.

Parmi les fondateurs et membres du premier conseil d'administration, on trouve des noms tels que Volkart Reinhart, Rieter, Biedermann, Sulzer et Buhler.

En 1865, la Banque de Winterthur participe à la création de la banque hypothécaire de Winterthur, en 1870 elle joue un rôle prépondérant lors de la fondation de la Société suisse pour la construction de locomotives et machines, appuie en 1875 la création de la Winterthur Assurances.

Dans les années 1880, une série d'opérations malheureuses viennent obérer les résultats d'une entreprise jusqu'alors florissante. Winterthur avait cru bon de pousser contre Zurich la construction d'une ligne de chemin de fer concurrentielle à celle déjà existante, mais empruntent un tracé différent. Alfred Escher avait plié les gens de Winterthur à sa loi. En 1912, par fusion avec la Banque du Toggenbourg, établissement d'importance régionale, la Banque de Winterthur prend le nom d'Union de Banques Suisses. Après la fusion, l'UBS disposait d'un capital actions de 35 millions et se rangeait dans le même ordre de grandeur que la Banque Fédérale et la S.A. Leu & Cie. Cependant, son capital était inférieur à celui de la SBS, de la BPS et du Crédit Suisse. En 1919, l'UBS absorbait le Crédit Argovien, banque régionale d'une certaine importance. Elle ouvrait une succursale à Lausanne en 1916 par la reprise des banques Masson et Cuénod, en 1920 à Genève par la reprise de l'Union bank, la même année elle étendait ses affaires au Tessin par la reprise du réseau d'agences de la Banca Svizzera-Americana, établissement en difficultés notamment à la suite du tremblement de terre de San-Francisco de 1906.

Dérogeant à une habitude certainement fructueuse, la reprise de petites banques en difficultés, l'UBS crée de toutes pièces une agence à Bâle en 1920. Elle prend pied à Berne en 1923 en rachetant la Vereinsbank.

L'UBS était déjà solidement implantée dans la région horlogère par la reprise, en 1919, du Comptoir d'Escompte de Fleurier et de la banque Rieckel de La Chaux-de-Fonds.

Telle est l'histoire de l'extension d'une grande entreprise bancaire par l'absorption de ce que l'historique de la maison appelle plaisamment « les nouveaux membres de la famille UBS ». Le géant ayant digéré ses conquêtes, l'entre-deux-guerre peut être considéré comme une période de consolidation. L'année 1920 est marquée par le début d'une ère de prospérité mondiale, qui devait avoir un résultat positif sur les affaires de la banque. Cette période de haute conjoncture dure jusqu'à la crise de 1929. Le capital et les réserves, qui étaient encore de 45 millions de 1912 à 1916 atteignent 50 millions en 1917, 60 en 1918, 75 en 1919, 85 de 1920 à 1926, 100 en 1927, 110 en 1928 et se trouvaient à la veille de la crise du 29 octobre 1929 à 130 millions de francs.

Parmi les huit grandes banques suisses, l'UBS fut une de celles qui réussirent à franchir le cap des années 30 sans subir de dommages irréparables.

En 1929, la somme du bilan avait frisé le milliard. Elle n'était plus en 1935 que de 441 millions. Sur le plan mondial, la situation est caractérisée par une série de dévaluations en chaîne (sept pays en 1931, quatre en 1932, deux en 1933 dont les USA, trois en 1934, trois en 1935, quatre en 1936 dont la Suisse). Tandis que les prix de gros baissaient d'un tiers et le coût de la vie d'un cinquième, soixante établissements de crédit en Suisse disparaissaient ou étaient repris par d'autres de 1930 à 1939.

La guerre de 1939-1945 est caractérisée, pour l'UBS comme pour les autres banques suisses, par une activité purement nationale. Avec un élément d'inté-

rêt en moins par rapport à la première guerre mondiale; laissons parler l'étude historique de l'UBS: 1914-1918: « On n'eut pas, dans l'ensemble, de pertes à déplorer. Au contraire, plus d'une affaire exceptionnelle se présenta, comme c'est le cas, le plus souvent, lorsque Mars a la parole... » (sic). 1939-1945: « Les tâches « intéressantes », comme en avaient eu les banques suisses durant la première guerre mondiale, faisaient pour ainsi dire défaut ».

En 1945, l'UBS reprend la Banque Fédérale, longtemps sa rivale, mais affaiblie par des pertes en Allemagne.

Dès 1945 nous entrons dans la partie contemporaine de l'histoire de l'UBS marquée, comme pour les autres établissements de crédit du pays, par une prospérité exceptionnelle découlant de l'économie suisse en général.

Capital

De 120 millions de francs en 1959, le capital passe successivement à 200 millions en 1965, 260 en 1966, 300 millions en 1968 et 350 millions en 1969.

Les fonds propres (capital et réserves) s'approchent du milliard et demi de francs.

Total du bilan

Le total du bilan est de 1,8 milliard de francs en 1945 et de 24 900 millions au 30 juin 1970,

A fin 1969, la capitalisation boursière se monte à 3080 millions de francs, le bénéfice net atteint 113 millions. 9364 employés.

BANQUE POPULAIRE SUISSE

En 1869 Berne, ville fédérale depuis 1848, a 35 000 habitants. Les capitaux sont absorbés par l'industrie, les chemins de fer, la création de nouvelles entreprises.

L'artisanat et l'agriculture sont les parents pauvres et pauvres avec eux ceux qui travaillent dans ces secteurs, qu'ils soient patrons ou ouvriers.

Il existe à Berne un « Allgemeine Arbeitergesellschaft », embryon de syndicat sans puissance et sans argent.

Durant l'hiver 1868-1869 naît l'idée, venue d'Allemagne, de créer une société inspirée du système de la coopération et de la mutualité appliquée au crédit.

En 1869, la Banque Populaire de Berne est fondée sous la forme d'une société coopérative. Le but de la nouvelle banque est de fournir aux artisans et ouvriers le capital dont ils ont besoin pour l'exploitation de leurs entreprises. Dès 1870, la banque entreprend une nouvelle activité: l'escompte d'effets et les autres opérations d'une banque commerciale. En 1875, elle ouvre des succursales en Suisse et en 1881 prend son nom actuel de Banque Populaire Suisse.

Le caractère mutualiste de la banque est soigneusement préservé. La souscription de plusieurs parts sociales reste longtemps considérée comme absolument contraire au principe de la société coopérative. Il faudra attendre l'année 1919 pour qu'un sociétaire puisse posséder deux ou trois parts sociales.

Vingt ans après sa fondation, en 1889, la banque compte 5297 sociétaires. De 1887 à 1898, elle a publié dans son rapport annuel une « liste noire » des débiteurs défaillants.

A partir de 1881, la banque entre dans une période difficile consécutive à la crise immobilière de Zurich. A partir de 1895 et jusqu'en 1914, le tourisme, les transports et l'hôtellerie connaissent le succès. La BPS crée de nombreuses succursales dans tout le pays.

Les exercices de 1914 et 1915 bouclent par un bénéfice de près de 4 millions.

« Nous aurions eu l'occasion — souligne le rapport sur l'exercice 1917 — de participer à de nombreuses affaires, considérables et rémunératrices, d'origine étrangère, mais nos principes de même que notre volonté de n'utiliser nos capitaux que dans l'intérêt national ont fait que nous nous sommes abstenus. »

En 1919, la BPS revise ses statuts et exclut totalement la responsabilité personnelle des sociétaires. Si ceux-ci peuvent maintenant souscrire jusqu'à trois parts par tête, chacun continue à ne disposer que d'une seule voix pour les élections. Le principe coopératif est donc sauvegardé.

A partir de 1925, la situation économique s'améliore rapidement et la BPS se laisse gagner par l'euphorie. Elle s'intéresse à des placements dans l'industrie métallurgique, l'horlogerie, la broderie et l'hôtellerie, toutes branches fortement touchées par la crise de 1929.

La Banque traite également des affaires avec l'étranger alors que, par sa forme coopérative, son organisation et la structure de son bilan, elle n'était pas outillée pour le faire. Mais les affaires occasionnelles réalisées durant la guerre avaient donné à la direction de la banque un sentiment de sécurité, de compétence et d'aptitude aux affaires internationales. Aussi la BPS est-elle durement touchée par la crise. Alors qu'elle était en 1930 la deuxième grande banque suisse, une épidémie de démissions de sociétaires se produit en 1931 et 1932. Le dividende, de 5 % en 1930, tombe à 3 % en 1931 et 1932.

Le 17 octobre 1933, la banque demande l'aide de la Confédération qui nomme une commission de trois experts: MM. Kunz, ancien directeur principal du Crédit Suisse et Dapples, président de Nestlé, évaluent les engagements étrangers, tandis que M. Scherz, directeur de la Banque Cantonale de Berne, examine les crédits consentis à l'hôtellerie et à l'horlogerie.

La Confédération participe à l'assainissement par une souscription de 100 millions au capital social.

La reprise des affaires, escomptée, ne s'étant pas réalisée, un nouvel assainissement devait avoir lieu en 1936, définitif, celui-là.

La guerre de 1939-1945 n'entraîne pas une augmentation des difficultés de la banque, car la diminution des placements et le retrait des dépôts d'épargne restent circonscrits dans des limites modestes.

La reprise des affaires, sitôt la guerre terminée, permet à la BPS de se libérer de la tutelle de la Confédération en 1948 déjà.

Dès cette période et en tant que quatrième des grandes banques suisses, la BPS participe à la croissance générale.

Capital

De 90 millions de francs en 1955, le capital passe à 100 millions en 1959, 120 millions en 1963 et 150 millions en 1969.

Les fonds propres (capital et réserves) atteignent 350 millions.

Total du bilan

Au 30 juin 1970, le total du bilan approche les 6 milliards de francs. 3100 employés.

SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE

Dès 1850, Bâle s'était affirmée comme place de commerce internationale et nœud ferroviaire de tout premier ordre.

Il était normal que prennent corps, dans la cité rhénane, des préoccupations semblables à celles qui aboutirent à la création du Crédit Suisse et de la Banque de Winterthur.

En 1854, six banques privées bâloises — Bischoff, Ehinger, Mérian-Forcart, Passavant, Riggenbach et von Speyr — créent un organe de liaison pour pratiquer en commun les prêts de Fr. 200 000.— et

au-delà à des cantons, des communes, corporations de droit public et chemins de fer.

Dès 1856, les six membres de l'association entrevoient la possibilité de créer « un grand institut bancaire par actions », mais la guerre franco-allemande met un frein momentané à leurs projets.

C'est chose faite le 8 mars 1872 par la constitution du « Basler Bank-Verein ». Aux six banquiers fondateurs sont venus s'adjoindre deux autres, Emmanuel La Roche et Isaac Dreyfus fils. Le capital initial est de 30 millions et le Bank-Verein de Francfort, ceux de Vienne et de Berlin contribuent au placement des actions.

Cependant, les fondateurs bâlois s'attribuent la majorité des sièges du conseil d'administration (dix sur dix-sept).

Dès ses premiers statuts, la nouvelle banque se définit comme « un établissement pratiquant tous les crédits bancaires et commerciaux, industriels et du bâtiment ».

Sans délai, la banque s'attache à créer et entretenir un réseau de correspondants à l'étranger, particulièrement en Amérique du Nord et du Sud. L'un de ses premiers succès est le fait d'avoir été désignée comme place de souscription officielle pour l'emprunt national français. Aussi la banque est-elle prête à affronter les années difficiles de la fin du siècle, qui amènent une baisse de la conjoncture.

A fin 1895 la possibilité, caressée depuis longtemps, de s'introduire sur le marché des capitaux zurichois, s'offre enfin sous la forme d'une fusion avec le « Zürcher Bank-Verein ».

Le nouvel établissement prend le nom de Société de Banque Suisse. Il fixe son siège à Bâle et possède des succursales à Zurich et à Saint-Gall. En 1898, il ouvre à Londres sa première agence à l'étranger.

Selon un processus classique, la SBS étend son réseau d'agences en Suisse par la reprise de banques locales en difficultés. C'est tout d'abord l'ins-

tallation à Genève en 1906 par la reprise de la banque d'Espine, Fatio & Cie.

Jusqu'à la première guerre mondiale sont ouvertes des agences à Bienne et Aigle, la « West End Branch » à Londres. De cette époque aussi date la fusion avec la S.A. von Speyr à Bâle et la reprise de la Banque d'Escompte et de Dépôts à Lausanne. Ultérieurement des agences sont créées à Nyon, à Morges, à La Chaux-de-Fonds (reprise de la Banque Reutter & Cie) et Le Locle (Banque du Locle).

En 1920, la Banque de Pury & Cie à Neuchâtel est absorbée, suivie par la Banque de Schaffhouse.

Des agences sont ouvertes à Bischofszell en 1922, à Zofingue en 1935.

Parallèlement à l'extension de son réseau suisse, la SBS renforce sa présence à l'étranger. En 1939, à la veille de la guerre, elle établit un siège à New-York. Entre 1950 et 1960, elle s'installe au Canada, au Maroc, aux Iles Bahamas, à Panama, dans toute l'Amérique du Sud, à Hong-Kong, Tokio, Johannesburg, Los Angeles et Madrid.

Capital

De 200 millions de francs en 1961, le capital passe à 225 en 1963, 270 en 1966, 300 millions en 1967, 330 millions en 1968 et 406 millions en 1969.

Les fonds propres (capital et réserves) sont équivalents à ceux du Crédit suisse, 1,1 milliard de francs.

Total du bilan

Le total du bilan est de 1,2 milliard de francs en 1945, et de 26,340 au 30 juin 1970.

A fin 1969, la capitalisation boursière est de 2611 millions de francs, le bénéfice net de 113 millions. 7455 employés.

ASSURANCES

Si le besoin de se prémunir contre certains risques économiques s'est fait sentir dans des temps fort reculés, ce n'est que depuis le début, mais surtout depuis la seconde moitié du XIX^e siècle que l'assurance, sous sa forme actuelle, a pris son véritable essor.

Il est intéressant de noter que l'initiative privée n'a pas été à l'origine de l'installation d'établissements d'assurance en Suisse. Comme dans d'autres domaines, on a laissé à l'Etat le soin d'assumer les risques essentiels à l'existence de la collectivité.

C'est au Canton d'Argovie que revient l'initiative d'avoir fondé, en 1805, le premier établissement public d'assurance immobilière. L'origine de cette fondation provient du fait que le Fricktal, avant son annexion au canton d'Argovie, faisait partie du Brisgau autrichien, lequel possédait déjà une institution d'assurance incendie. La solution adoptée par le canton d'Argovie ne manqua pas, ensuite, de servir d'exemple aux autres cantons. Si l'Etat devint lui-même assureur, c'est qu'il n'existait en ce temps-là aucune autre institution d'assurance.

Le résultat obtenu par la couverture des risques immobiliers permit un développement important et rapide du crédit foncier.

Ce n'est que vingt et un ans après l'expérience argovienne que l'on voit s'ouvrir en Suisse la première entreprise d'assurance privée, sous la forme de la Société suisse pour l'assurance du mobilier, à Berne.

Les branches d'assurance autres que l'assurance-incendie ne se sont implantées que relativement tard en Suisse et encore fallut-il que plusieurs compagnies étrangères s'installent solidement chez nous

pour stimuler la création de compagnies suisses. Il est vrai que les charges financières découlant de l'assurance-vie, accidents et transports étaient, d'après les bases de l'époque, très difficiles à estimer, et ce d'autant plus que le marché très restreint représenté par notre pays ne permettait pas une appréciation étendue des risques.

A l'époque où la Société suisse pour l'assurance du mobilier commença son exploitation, la période de fondation des établissements cantonaux d'assurance contre l'incendie pouvait être considérée en grande partie comme terminée. Il s'écoula alors plus de trente ans encore avant que les premières compagnies d'assurance sur la vie ne voient le jour. Ce furent, en 1857, la Rentenanstalt et en 1858 « La Suisse » à Lausanne. La même année suivit la fondation de la première compagnie d'assurance contre les risques de transport l'« Helvetia » à Saint-Gall. Puis, peu après, le besoin de réassurer les gros risques se fit sentir. Avec le concours de l'« Helvetia » fut créée en 1863 la Compagnie suisse de réassurance à Zurich.

C'est une disposition légale nouvelle, la loi sur la responsabilité civile des chemins de fer qui provoqua la naissance des premières compagnies d'assurance contre les accidents, soit la « Zurich » en 1872 et la « Winterthur » en 1875. En 1879 fut fondée la Société suisse d'assurance contre la grêle, à Zurich. Les difficultés rencontrées au début furent peu à peu surmontées, non sans l'aide de l'Etat.

C'est parce que la protection offerte par l'assurance était particulièrement recherchée dans les centres industriels en premier lieu que Zurich, Bâle, Genève, Saint-Gall et Winterthur devinrent le siège des compagnies les plus importantes.

En disloquant le cadre patriarcal de la famille, l'industrialisation croissante, avec son cortège de salariés, fit surgir la nécessité d'une prévoyance personnelle.

Les circonstances s'y prêtant, la prolifération d'entreprises privées d'assurance fut telle que le besoin se fit sentir, en 1885, de soumettre celles-ci à la surveillance de l'Etat. Ce qui fut fait par une loi, encore en vigueur aujourd'hui, limitant la liberté du commerce et de l'industrie prévue à l'article 31 de la Constitution fédérale et instituant l'autorité de contrôle, le Bureau fédéral des assurances.

Une importante conquête sociale fut l'institution en 1918, de la Caisse nationale d'assurance en cas d'accidents. On confiait à un établissement d'Etat l'ensemble des risques d'accident dans l'industrie et une partie de l'artisanat et du commerce, jusqu'alors assumés par des compagnies privées.

La première guerre mondiale devait marquer le déclin des compagnies étrangères d'assurance en Suisse. En particulier, la ruine de la monnaie allemande amena le retrait complet de Suisse des assureurs vie allemands, qui détenaient chez nous de fortes positions. L'aide de la Confédération fut sollicitée pour couvrir, avec l'appui des compagnies suisses, une partie des pertes que subirent les clients suisses de ces sociétés allemandes.

Dès lors, l'activité des compagnies suisses put se poursuivre dans le pays, puis à l'étranger, dans une position de force meilleure par rapport à la concurrence étrangère. La haute conjoncture qui s'est installée depuis 1945 a largement profité à l'industrie des assurances, en partie grâce à l'expansion rapide de la motorisation.

Parmi les assureurs privés, 21 assureurs vie et 69 assureurs accidents et dommages se trouvaient en 1967 sous contrôle fédéral.

En 1967, les assureurs suisses directs ont atteint un encaissement de primes de 6477 millions de francs suisses. Dans la réassurance, les primes encaissées se sont élevées à 2514 millions, dont les deux tiers reviennent environ à la seule Compagnie suisse de réassurance.

Le total des primes pour les affaires directes et la réassurance atteint 9 milliards de francs et dépasse de plus de 400 millions de francs celui de 1966.

Sur les 6477 millions de francs que les assureurs directs ont encaissés en 1967, 1916 millions sont revenus aux compagnies d'assurance vie et 4561 millions aux assureurs accidents et dommages. Parmi les assureurs vie, trois compagnies ont réalisé ensemble plus de la moitié des recettes totales de primes, à savoir la Rentenanstalt, avec 587,5 millions, la « Winterthur-Vie » avec 283,3 millions et la « Vita » avec 274,8 millions.

Parmi les assureurs accidents et dommages, on constate la même concentration en tête, en ce sens que les cinq compagnies les plus importantes réalisent presque exactement la moitié de l'encaissement total des primes. La « Zurich » est en tête avec 1269,5 millions de francs, suivie par la « Winterthur-Accidents » avec 577,4 millions. Viennent ensuite l'« Helvetia-Accidents » avec 170,2 millions, l'« Helvetia-Incendie » avec plus de 131 millions chacune. Seules, deux autres compagnies ont également dépassé 100 millions de francs, à savoir la « Mobilière Suisse (120,7 millions) et la « Bâloise-Accidents » (107,6 millions).

Parmi les « deux grands » de l'assurance suisse, il est intéressant de noter la proportion des primes encaissées soit en Suisse, soit à l'étranger :

En 1967, la « Zurich » réalisait 83 % de son encaissement de primes à l'étranger, contre seulement 53 % pour la « Winterthur-Accidents ». Ainsi, pour son portefeuille suisse, cette compagnie obtenait une recette de primes de près de 270 millions, soit 52 millions de plus que la « Zurich ». Cette dernière a une forte implantation à l'étranger, puisqu'elle réalise le 30 % de ses affaires aux Etats-Unis contre le 17 % seulement en Suisse.

LA COMPAGNIE SUISSE DE RÉASSURANCES A ZURICH

L'idée de réassurer les risques, pour rendre plus solides des sociétés d'assurance encore isolées et ne disposant pas de statistiques étendues pour l'appréciation des risques, est née très tôt dans l'histoire moderne de l'assurance. Plus précisément en 1842, en Allemagne.

Dix ans après, la première société de réassurance voyait le jour: la Kölnische Rückversicherung-Gesellschaft, qui existe encore aujourd'hui sous la même raison sociale, occupe actuellement le dixième rang parmi les 180 réassureurs dans le monde, traitant eux-mêmes avec 13 000 compagnies d'assurances.

Au premier rang, la Compagnie Suisse de Réassurances, à Zurich. Voici d'ailleurs le peloton de tête:

	Encaissement net de primes (mio fr. suisses) exercice 1962	
Compagnie Suisse de Réassurances	Suisse	1019
Münchener Rück	Allemagne	1016
General Reinsurance	USA	368
American Reinsurance	USA	307
Caisse Centrale de Réassurance (nationalisée)	France	252
Instituto Nacional de Reaseguros (nationalisé)	Argentine	225
Mercantile & General (participation de la compagnie suisse)	Angleterre	213
Gerling-Konzern Globale Rück	Allemagne	212
Employers Reinsurance	USA	202
Kölnische Rück	Allemagne	167

Quel est le critère de succès de la Compagnie Suisse: autant, pensons-nous, une gestion adéquate que le fait que la compagnie est apparue sur le marché au moment propice: elle était déjà en état de fonctionner, maladies d'enfance liquidées, lors-

que les plus gros besoins en réassurances se sont fait sentir.

Nous sommes en 1863. A la base, un pionnier: J.M. Grossmann, directeur de l'Helvetia-Transports et de l'Helvetia-Incendie, à Saint-Gall (fondées en 1858).

Il prend contact avec le jeune Crédit Suisse, à Zurich (fondé en 1857) et la Banque commerciale de Bâle. Il élargit le cercle des assureurs intéressés à la Bâloise (1863) et la Rentenanstalt (1857).

L'approbation cantonale, alors nécessaire aux termes du code civil zurichois, est donnée le 19 décembre 1863. Elle porte la signature de Gottfried Keller, alors chancelier d'Etat du Canton de Zurich. Le capital social, de 5 millions, est réparti entre le Crédit Suisse, l'Helvetia et la Banque commerciale de Bâle.

La société commence son activité en janvier 1864, avec un seul employé. En mai 1864, le premier directeur, G. Schmidt, du Phénix autrichien prend ses fonctions dans le premier siège social, un appartement de deux pièces situé dans un immeuble de la Schoffelgasse dans la vieille ville de Zurich.

D'emblée, des traités de réassurance sont conclus avec plusieurs assureurs étrangers. La jeune compagnie allait cependant vivre quatre premières années difficiles. En 1865, une fois les pertes des affaires « incendie » déduites des bénéfices des affaires « transport », il reste un bénéfice net de... 110 francs. Aucun dividende n'est versé. L'année suivante, désastre: l'incendie de Port-au-Prince, en Haïti et celui de Bragernaesen, en Norvège (ville construite en bois) occasionnent une perte de 250 000 francs.

Cependant, la création de la « Zurich » en 1872 et de la « Winterthur » (1875) et les nouvelles branches d'assurance qu'elles exploitent (accidents, responsabilité civile) apportent à la Compagnie Suisse de Réassurances un volume d'affaires plus considé-

nable et plus diversifié. Les augmentations du capital social donnent une idée de la marche de la société:

1917	20 000 000.—
1923	30 000 000.—
1929	50 000 000.—
1934	58 000 000.—
1956	75 000 000.—
1964	100 000 000.—

L'encaissement des primes suit une courbe ascendante: 297 000 000.— en 1938, c'est-à-dire six fois l'encaissement de 1913. Il est aujourd'hui de 2 100 000 000.—.

« ZURICH-ACCIDENTS »

C'est dans le fertile terreau zurichois que prenait naissance en 1872 la « Zurich-Accidents », aujourd'hui la plus importante compagnie d'assurance de Suisse.

On retrouve parmi les établissements fondateurs le Crédit Suisse, qui a déjà joué un rôle déterminant lors de la fondation de la Compagnie Suisse de Réassurances.

Durant la dernière moitié du XIX^e siècle, l'industrialisation croissante fait apparaître le besoin d'une couverture des risques d'accidents du travail. En 1875, une loi fédérale fixe d'une manière particulière et accrue la responsabilité des entreprises de chemins de fer et de navigation à vapeur et crée les conditions d'un véritable marché suisse pour une assurance que seuls les employeurs réclamaient à l'origine.

La ville de Zurich, qu'un demi-siècle plus tôt Berne et Bâle dépassaient en richesse et en population, était devenue peu à peu le centre financier et du réseau ferré de la Suisse.

Les conditions réunies étant favorables, John Syz-Landis, ancien consul de Suisse aux Etats-Unis, Carl Abegg-Arter, président du Crédit Suisse et Adolf Guyer-Zeller, constructeur du chemin de fer de la

Jungfrau, signent l'acte de fondation de la nouvelle compagnie, en 1872. Pendant les trois premières années de son existence, la « Zurich » s'est occupée uniquement des affaires « transport ».

Introduite en 1875, la branche « accidents » devait prendre un développement rapide, favorisé par des résultats d'exploitation satisfaisants.

La « Zurich » a été gérante de l'assurance militaire de 1887 à 1895, date de sa reprise par la Confédération. Elle a couvert les accidents du travail jusqu'en 1912, date de la création de la Caisse nationale.

Cependant, l'assurance d'Etat ne s'étend qu'aux entreprises d'un certain volume. L'assurance collective accidents dans l'agriculture, le commerce, la petite industrie, de même que dans l'hôtellerie est restée une branche importante de la « Zurich ».

La « Zurich » a largement profité de la conjoncture favorable et la production nouvelle, qui demeure l'élément le plus sûr pour juger de la marche des affaires dans l'assurance, en fait foi: elle était en 1964 et 1965 de 16 millions par an, en 1966, 20 millions, 23,5 en 1967 et 27,6 en 1968.

Il est à prévoir que l'automatisation, qui favorise les grandes entreprises et contraint les petites à se regrouper, permettra à ce « géant suisse » de l'assurance — d'ailleurs largement représenté dans le monde entier — de continuer sa marche en avant.

WINTERTHUR ASSURANCES

Si la Compagnie Suisse de Réassurances et la « Zurich » ont bénéficié, lors de leur naissance, des apports de capitaux du Crédit Suisse, leur aîné respectivement de six et quinze ans, c'est la Banque de Winterthur — future UBS — qui devait permettre en 1875, soit treize ans après sa propre fondation, à la « Winterthur-Accidents » de voir le jour.

Le processus étant identique, nous ne nous y arrê-

terons pas. Il est par contre intéressant de souligner les circonstances de la fondation, par la Société suisse d'assurance contre les accidents, à Winterthur, d'une compagnie d'assurance vie en 1923:

Fin 1919, les sociétés d'assurances sur la vie concessionnaires en Suisse étaient au nombre de 26, dont 7 de nationalité suisse et 19 originaires de 5 pays étrangers. Mais en 1922 déjà, elles n'étaient plus que 13 au total parmi lesquelles toujours les 7 compagnies suisses.

La dévaluation de la monnaie allemande avait entraîné la déconfiture complète des 8 sociétés allemandes d'assurance sur la vie opérant en Suisse. Les efforts tentés pour sauvegarder les intérêts des assurés suisses n'aboutirent pas au résultat désiré. Les sociétés allemandes n'avaient plus été à même de se procurer des valeurs suisses dans la mesure prévue par la loi sur les cautionnements et par conséquent, de garantir l'exécution de leurs engagements en Suisse.

Si d'autres sociétés étrangères cessèrent aussi leurs opérations en Suisse, ce fut sans doute pour des raisons diverses. C'est le départ de compagnies allemandes qui laissa sur le marché suisse de l'assurance la plus profonde lacune.

Le 8 février 1923 se réunit à Winterthur l'assemblée constitutive de l'entreprise nouvelle.

Tard venue sur le marché de l'assurance-vie en Suisse, mais bénéficiant du bon renom de la « Winterthur-Accidents », la nouvelle compagnie devait connaître un développement rapide. En 1962, à l'occasion de l'augmentation de 36 à 41 millions du capital-actions, la Winterthur-Accidents et la Winterthur-Vie ont procédé à un échange d'actions avec la Fédérale assurances, qui traite la couverture de dommages. Cette dernière fait ainsi maintenant partie du Groupe Winterthur, second de Suisse après la « Zurich ».

Il est demeuré avec l'UBS en étroites relations d'affaires.

Ce cahier spécial tient lieu des numéros 137, 138, 139 de « Domaine public ». Le 140 sortira de presse le 5 novembre.

Le prix de vente de ce fascicule est de 4,50 fr. pour les non-abonnés.

Toute commande à adresser à « Domaine public », Case 142, Chauderon, Lausanne.

Rédacteur responsable: Henri Galland.

Ont collaboré à ce numéro:

P.-A. Goy, E. Baier, Henri Galland, J.-P. Ghelfi.

Imprimé chez R. Fawer S.A., Renens.

TABLE DES MATIÈRES

OÙ NOUS MÈNE LE CAPITALISME SUISSE ? p. 1

DESCRIPTIFS CHRONOLOGIQUES :

MÉTAUX, MACHINES, APPAREILS	p. 5
BROWN, BOVERI	p. 13
ALUSUISSE	p. 23
SULZER	p. 30
SCHINDLER	p. 38
BÜHRLE	p. 40
FISCHER	p. 45
VON ROLL	p. 49
LANDIS ET GYR	p. 52
BÜHLER	p. 55
INDUSTRIE DU CIMENT	p. 60
HOLDERBANK	p. 60
INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE	p. 66
BALLY	p. 66
BANQUES	p. 70
CRÉDIT SUISSE	p. 76
UBS	p. 78
BPS	p. 81
SBS	p. 84
ASSURANCES	p. 87
RÉASSURANCE SUISSE	p. 91
ZÜRICH	p. 93
WINTERTHUR	p. 94